

Le 2 novembre 2007

TELUS communique ses résultats du troisième trimestre
Un recouvrement fiscal contribue à la croissance des bénéfices
Les indications sont mises à jour pour refléter les résultats en cumul annuel
Le dividende augmente de 20 %

VANCOUVER, C.-B. - TELUS Corporation a annoncé aujourd'hui que ses produits d'exploitation pour le troisième trimestre 2007 ont grimpé de 4,5 % par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice, s'établissant à 2,31 milliards de dollars. Ce rendement a été stimulé par une croissance de 9 % des produits des services sans fil et de transmission de données, partiellement annulée par un recul des produits tirés des services filaires locaux et interurbains. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé a augmenté de 3,6 %, se chiffrant à 987 millions de dollars, en raison d'une hausse de 8 % du BAIIA du service sans fil, alors que le BAIIA du service filaire a diminué de 1 %.

Le bénéfice net pour le trimestre s'est chiffré à 410 millions de dollars, et le bénéfice par action (BPA) s'est établi à 1,24 \$, en hausse respectivement de 28 % et de 32 %. Le bénéfice net comprenait des ajustements liés aux impôts ayant une incidence favorable d'environ 93 millions de dollars, ou 28 cents par action, comparativement à 30 millions de dollars, ou neuf cents par action, pour la période correspondante du dernier exercice, ainsi qu'une récupération des dépenses pour le trimestre ayant une incidence favorable de 4,9 millions de dollars, ou un cent par action, après impôts, sur des options avec mode de règlement en espèces net. La hausse du BAIIA, la réduction des charges de financement et la diminution du nombre d'actions en circulation en raison des rachats effectués dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ont contribué à la hausse du BPA. Exclusion faite des ajustements liés aux impôts pendant les deux périodes et de l'option de récupération des dépenses, le bénéfice net s'est chiffré à 312 millions de dollars et le BPA, à 95 cents, en hausse respectivement de 7,7% et de 11%.

Les flux de trésorerie disponibles sont demeurés élevés à 503 millions de dollars, en baisse de 3 % en raison du calendrier des paiements d'intérêts et de la hausse des dépenses en immobilisations. Pendant le troisième trimestre, TELUS a continué de racheter des actions dans le cadre de son programme d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, effectuant des rachats d'actions pour une valeur de 232 millions de dollars. Le nombre moyen d'actions en circulation était de 3 % inférieur à il y a un an.

Les indications pour l'exercice 2007 ont été mises à jour et comprennent une fourchette légèrement inférieure en ce qui a trait aux produits consolidés, soit entre 9,125 et 9,175 milliards de dollars; une fourchette plus étroite du BAIIA consolidé (ajusté), soit entre 3,725 et 3,775 milliards de dollars; ainsi qu'une hausse de la fourchette du BPA (ajusté), soit entre 3,55 \$ et 3,65 \$. Les indications relatives aux dépenses en immobilisations demeurent inchangées.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non vérifié)	Trimestre terminé le 30 septembre		
	2007	2006	Var. en %
Produits d'exploitation	2 309,9	2 210,7	4,5%
BAIIA ⁽¹⁾	987,0	952,4	3,6%
BAIIA ajusté ⁽²⁾	979,4	954,4	2,9%
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	490,2	448,5	9,3%
Bénéfice net ⁽³⁾	409,9	319,6,6	28,3%
Bénéfice de base par action (BPA) ⁽³⁾	1,24	0,94	31,9%
Flux de trésorerie d'exploitation	831,8	570,4	45,8%
Dépenses en immobilisations	434,1	423,9	2,4%
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	502,9	519,8	(3,3)%

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. Se reporter à la section 11.1 du Rapport de gestion.
- (2) Exception faite d'une récupération des dépenses hors caisse de 7,2 millions de dollars à une charge d'exploitation constatée en 2007 relativement à la mise en place d'un mode de règlement en espèces des options d'achat d'actions octroyées avant 2005.
- (3) Le bénéfice net et le BPA pour le trimestre de 2007 comprenaient des ajustements liés aux impôts ayant eu une incidence favorable de 93 millions de dollars, ou 28 cents par action, comparativement à 30 millions de dollars, ou neuf cents par action, à la période correspondante de 2006.
- (4) Se reporter à la section 11.2 du Rapport de gestion.

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, a déclaré : "Les résultats du troisième trimestre représentent une amélioration marquée par rapport au deuxième trimestre en raison de la force constante que connaissent les services sans fil et de transmission de données de TELUS, combinée à l'efficacité améliorée de la commercialisation et de la fidélisation de la clientèle du service sans fil. Une réduction des coûts différentiels et une amélioration du rendement associée au nouveau système de facturation et de service à la clientèle en Alberta ont également été des facteurs encourageants." »

M. Entwistle a ajouté "Nous avons connu un ajout trimestriel séquentiel de 17 000 abonnés au service haute vitesse, car l'amélioration de la satisfaction de la clientèle et de la stabilité du système nous a permis de renouveler nos efforts de marketing en Alberta pendant le troisième trimestre. J'ai également été ravi de constater que nous avons généré des ajouts bruts au service sans fil tout en bénéficiant de la loyauté et de la fidélité de notre clientèle ainsi qu'en enregistrant d'importantes additions au service sans fil de 135 000 abonnés. Nous avons atteint ces résultats en réduisant nos coûts d'acquisition en matière de marketing.

M. Entwistle a également noté ce qui suit : "Nous demeurons fidèles à notre engagement consistant à verser des dividendes à nos actionnaires, comme en témoigne la hausse de 20 % annoncée aujourd'hui sur le prochain dividende trimestriel, et ce, pour un quatrième exercice d'affilée de hausses importantes."

Robert McFarlane, vice-président à la direction et chef des services financiers, a noté : "TELUS continue d'afficher une vigueur financière remarquable et un flux de trésorerie vigoureux. Nos politiques financières ont été passées en revue et demeurent conformes. Grâce à la solidité de son bilan et de son rendement d'exploitation, TELUS est en mesure d'investir de sorte à assurer la croissance future de ses activités de télécommunications principales, tout en offrant un solide rendement du capital aux investisseurs, sous forme de dividendes à la hausse et de rachats d'actions importants. Nous en sommes maintenant à notre troisième année d'importants rachats d'actions dans le cadre de notre initiative permanente en ce sens; ainsi, pour l'année dernière seulement, nous avons pu réduire de 3 % le nombre moyen d'actions en circulation. Nous avons notamment l'intention, en décembre, de renouveler une fois de plus notre programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités pour 2008."

"La santé financière de TELUS se reflète également dans son excellente cote de solvabilité, dans la conclusion d'un refinancement de 1,5 milliard de dollars à un taux d'intérêt nettement inférieur et dans le fait qu'aucun titre de créance majeur de la société n'arrive à échéance avant 2011 ", a souligné M. McFarlane. " En outre, TELUS n'est aucunement exposée à du papier commercial adossé à des créances, que ce soit dans le cadre de l'entreprise ou de ses régimes de retraite à prestations déterminées."

Le présent communiqué contient des déclarations de nature prospective au sujet d'événements futurs et des résultats financiers et d'exploitation de TELUS. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle émette des hypothèses et ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Le risque lié à la possibilité que les énoncés prospectifs puissent se révéler inexacts existe, et il est non négligeable. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces déclarations puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont énoncés dans les déclarations prospectives. Par conséquent, le présent communiqué est soumis à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les rachats d'actions et les prévisions pour 2007), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le Rapport de gestion - Le 31 octobre 2007.

POINTS SAILLANTS DES DONNÉES D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Le nombre net de nouveaux abonnés est demeuré élevé, atteignant 134 500, un léger recul de 2 % par rapport au trimestre comparable de 2006. Le nombre net de nouveaux abonnés aux services postpayés s'est établi à 98 200, en baisse de 9,6 %, tandis que les abonnements aux services prépayés ont progressé de 27 % à 36 300.
- *Les produits d'exploitation se sont accrus de 95 millions de dollars, atteignant 1,1 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2007, en hausse de 9,4 % par rapport au trimestre comparable de 2006.*
- Les produits d'exploitation tirés des services sans fil ont augmenté de 42 millions de dollars, ou 56 %, grâce à l'adoption d'appareils personnels pleines fonctions et à l'augmentation de la messagerie textuelle.
- *Les PMAA (produits mensuels moyens par appareil d'abonné) ont reculé de 1,3 % à 64,80 \$, en raison d'un taux du coût de rétention de la clientèle accru imputable aux pressions concurrentielles. La composante liée à la transmission de données a poursuivi sur sa lancée, faisant un bond de 41 % à 7,20 \$.*
- *Le BAIIA (rajusté) a augmenté de 40 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2006, une progression de 8,3 % attribuable à la croissance des produits d'exploitation tirés des services de réseau.*
- Le coût d'acquisition par ajout brut a diminué de 1,8 % sur douze mois et de 11 % de manière séquentielle, s'établissant à 379 \$.
- Le taux de désabonnement mensuel regroupé a augmenté, passant de 1,36 % il y a un an à 1,43 %, mais était légèrement inférieur à celui de 1,45 % au deuxième trimestre. Le taux de désabonnement des services postpayés est demeuré peu élevé, à 1,05 %.
- Le flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) a augmenté de 21 millions de dollars, ou 5,7 %, passant à 391,5 millions de dollars pour le trimestre, en raison d'un accroissement du BAIIA. Les dépenses en immobilisations ont également augmenté, en raison des investissements continus dans des réseaux sans fil encore plus rapides.

Services filaires de TELUS

- Les produits d'exploitation se sont accrus de 4 millions de dollars, ou 0,4 %, se chiffrant à 1,2 milliard de dollars au troisième trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. La forte croissance des services de transmission de données a contrebalancé les diminutions des produits tirés des communications locales et interurbaines.
- Les produits d'exploitation liés à la transmission de données ont progressé de 36 millions de dollars, ou 8,7 %, grâce à la forte croissance sur douze mois des services Internet haute vitesse et à l'amélioration des services de transmission de données et d'hébergement.
- Le BAIIA (rajusté) a diminué de 13 millions de dollars, ou 2,7 %, en raison de dépenses plus importantes, notamment des dépenses supplémentaires de 8 millions de dollars liées au nouveau système de facturation et de service à la clientèle mis en oeuvre en Alberta au deuxième trimestr.
- TELUS a attiré 31 300 nouveaux abonnés au service Internet haute vitesse, faisant grimper la clientèle de ce service à 994 000 abonnés, soit 14 % de plus qu'il y a un an. Le nombre net de nouveaux abonnés à ce service a pu être amélioré par rapport au deuxième trimestre, la meilleure stabilité du réseau permettant la reprise d'activités de marketing en ligne au troisième trimestre.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 35 000 au cours du trimestre. Le nombre total de lignes d'accès au réseau a diminué de 3 % sur douze mois, résultat des pertes constantes de lignes résidentielles au profit de la concurrence et du passage vers les services sans fil, pertes partiellement contrebalancées par une hausse des lignes d'accès commerciales.

- Le flux de trésorerie (BAIIA rajusté, déduction faite des dépenses en immobilisations) a diminué de 2,5 %, s'établissant à 154 millions de dollars, en raison de la baisse du BAIIA.

Expansion de l'entreprise

Déréglementation des services locaux de téléphonie

Le CRTC a accepté la demande de TELUS portant sur la déréglementation des services de téléphonie résidentielle et commerciale dans plusieurs localités de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Québec pendant le trimestre. Le service de téléphonie résidentielle a été déréglementé à Vancouver, à Victoria, à Calgary, à Edmonton et à Rimouski, et il en a été de même pour le service local de téléphonie commerciale dans tous les principaux centres faisant partie du territoire où TELUS exerce ses activités.

TELUS a demandé une déréglementation des services locaux de téléphonie résidentielle dans plusieurs dizaines d'autres localités et attend les décisions du CRTC dans les mois qui viennent.

La réglementation annoncée par Industrie Canada au printemps permet à un fournisseur de services de télécommunications titulaire de faire une demande de déréglementation au CRTC dans toutes les localités où les clients peuvent choisir entre plusieurs fournisseurs de services et dans lesquelles le demandeur respecte certains critères de qualité en matière de service depuis six mois. La nouvelle réglementation stipule que les services de téléphonie commerciale locaux seront déréglementés là où existe un choix entre au moins deux fournisseurs de services téléphoniques possédant leur propre infrastructure de réseau. Les services aux consommateurs seront déréglementés là où il existe un choix d'au moins trois fournisseurs de services possédant leur propre infrastructure de réseau, l'un d'eux pouvant être un fournisseur de services sans fil.

TELUS poursuit ses rachats d'actions

Au cours du troisième trimestre, TELUS a continué de racheter des actions dans le cadre d'une offre publique se déroulant dans le cours normal des activités. Environ 4,3 millions d'actions ont été rachetées au cours du trimestre, pour une dépense totale de 232 millions de dollars. Pour la période de neuf mois du présent exercice, la dépense totale s'est chiffrée à 602 millions de dollars. Depuis décembre 2004, TELUS a racheté un total de 49,9 millions d'actions pour 2,37 milliards de dollars dans le cadre de trois programmes de RCNA se déroulant dans le cours normal des activités, ce qui a réduit de 8,7 % le nombre d'actions en circulation.

Groupe Pages Jaunes choisit TELUS comme fournisseur de TI dans l'Ouest

Le 31 octobre, TELUS a annoncé que Groupe Pages Jaunes l'a choisie comme fournisseur de services de soutien et gestionnaire de l'infrastructure de technologie de l'information pour ses activités dans l'Ouest canadien. La valeur de ce contrat à long terme avec le plus important éditeur d'annuaires téléphoniques au Canada est d'environ 90 millions de dollars.

Conformément à l'entente, TELUS fournira un large éventail de services à Groupe Pages Jaunes, à savoir les activités liées à l'infrastructure de TI, le développement des applications IP, les services sans fil, les services relatifs aux documents ainsi que les services gérés de réseau, lesquels englobent le centre d'assistance et les autres services informatiques. TELUS fournira aussi des installations et des services gérés pour le système de l'annuaire en ligne de Groupe Pages Jaunes dans les salles d'hébergement Internet TELUS.

TELUS signe une entente de huit ans avec la Société de la loterie Western Canada

TELUS a signé un contrat de huit ans avec la Société de la loterie Western Canada portant sur le déploiement d'un réseau IP sécurisé à la grandeur de l'Alberta. Le réseau soutiendra quelque 2 350 terminaux de billets de loterie en ligne, reliant les appareils de partout en Alberta au système informatique central de la société à Winnipeg.

Le réseau IP de TELUS offrira également l'infrastructure de communications nécessaire pour soutenir des plans éventuels de croissance du réseau au cours des prochaines années.

TELUS lance un outil d'évaluation en ligne

En septembre, TELUS a lancé un nouvel outil d'évaluation en ligne stratégique, à savoir le Guide en ligne des solutions sans fil TELUS. Cet outil aide les entreprises à évaluer leurs plans d'investissement stratégique dans la technologie sans fil et à améliorer leur rendement..

Le Guide en ligne des solutions sans fil vise un changement attendu sur le marché. Une nouvelle recherche menée par TELUS et IDC Canada révèle que le milieu des affaires canadien est au sommet d'une nouvelle vague d'adoption de la technologie sans fil, car les entreprises emploient plus que le simple accès courriel ou Web mobile. Aujourd'hui, plus de 90 % des entreprises canadiennes ont un accès courriel et Web mobile.

TELUS, premier en Amérique du Nord à lancer deux téléphones intelligents HTC

TELUS et High Tech Computer Corp. (HTC), premier fournisseur mondial d'appareils intelligents fonctionnant sur la plateforme Windows Mobile de Microsoft, ont annoncé l'arrivée sur le marché nord-américain des appareils HTC Touch et HTC S640. Le HTC Touch est un téléphone mobile élégant et de petite taille qui introduit un concept novateur en matière de navigation à l'aide d'un écran tactile intuitif. Le HTC S640, doté d'un clavier complet QWERTY, est un téléphone intelligent qui offre aux clients un éventail de solutions leur permettant de demeurer productifs et de se divertir. Les deux appareils offrent divers services de Windows Mobile et fonctionnent sur le réseau EVDO, le réseau sans fil le plus rapide à l'échelle du Canada.

Un forfait de service optionnel de données sans fil et le BlackBerry Pearl argent pour répondre à la demande des consommateurs

Aujourd'hui, TELUS a lancé le BlackBerry Pearl 8130, avec fini de couleur argent, et un nouveau forfait de service de données sans fil, pour 15 \$ de plus, offrant aux usagers jusqu'à deux mégaoctets de stockage pour leurs courriels.

Le BlackBerry Pearl 8130 est conçu pour les consommateurs désireux d'avoir accès au courriel et au Web ainsi qu'à des services multimédias au moyen d'un seul appareil. Il leur offre la possibilité d'écouter de la musique, d'enregistrer du contenu vidéo, de prendre des photos et de garder en mémoire jusqu'à huit gigaoctets de données. C'est aussi le premier téléphone intelligent au Canada qui offre la populaire application de réseautage Facebook préinstallée.

En complément au Pearl, TELUS a également présenté un nouveau forfait de service de données sans fil qui peut être ajouté aux forfaits qui existent déjà. Email 15 offre une capacité de stockage de courriels mensuelle allant jusqu'à deux mégaoctets, soit l'équivalent de 600 courriels, une solution parfaite pour les clients qui souhaitent rester connectés quand ils se déplacent.

Led Zeppelin fait ses débuts dans le sans-fil seulement à TELUS au Canada

TELUS est la première entreprise canadienne à offrir le téléphone mobile LG Shine. Appartenant à la série légendaire des appareils LG, il a été un favori des chefs de file de la mode au Canada. Le LG Shine, le plus récent des téléphones dernier cri, est caractérisé par un boîtier de métal aux lignes fluides, un aspect réfléchissant et un écran haute définition. Cet appareil est doté d'une caméra de grande qualité et offre une compatibilité totale avec les services de divertissement et de messagerie SPARK, y compris l'accès à Musique sans fil TELUS, à TELUS TV sans fil, à TELUS Radio sans fil et à la messagerie instantanée.

TELUS et ZTE lancent un téléphone sans fil primé

Au mois d'août, TELUS et ZTE ont annoncé l'offre exclusive du ZTE D90, muni du clavier Fastap de Digit Wireless. Le ZTE D90 est le premier téléphone mobile au monde à intégrer le logiciel eZiType de Zi Corporation, qui permet une entrée de données rapide et exacte, ainsi que le clavier Fastap de Digit Wireless, qui simplifie considérablement la saisie de texte. Avec cette annonce, ZTE est devenu le premier fabricant de téléphones sans fil de la Chine continentale à proposer un appareil directement sur le marché canadien.

Partenariat avec l'Ecole d'art de design de l'Ontario pour la conception d'appareils novateurs

TELUS et l'Ecole d'art et de design de l'Ontario (EADO) ont collaboré à la préparation d'un nouveau cours de design novateur qui aidera les étudiants de troisième année à développer leurs talents en design de téléphones sans fil. S'inscrivant dans l'engagement de TELUS à offrir des produits et des services novateurs, et à donner là où les membres de son équipe vivent, le projet entre l'EADO et TELUS est unique au Canada et vise à encourager l'innovation dans le secteur du design des téléphones mobiles.

Pour contribuer davantage à l'essor de talents canadiens en design, un étudiant méritant se verra offrir un stage d'été de quatre mois à TELUS pour travailler dans le développement de produits.

TELUS TV arrive au Québec

TELUS TV a été lancé dans plusieurs localités du Québec pendant le trimestre, notamment à Saint-Georges-de-Beauce, à Rimouski, à Mont-Joli, à Luceville, à Sainte-Luce et à Sainte-Blandine. TELUS TV est un service entièrement numérique qui offre aux clients une qualité de son et d'image exceptionnelle pour des centaines de chaînes de télévision, un service de vidéo à la demande ainsi que d'autres services. Il est également offert dans un nombre croissant de quartiers du grand Vancouver, de Calgary et d'Edmonton.

Journée du bénévolat de TELUS

Le 29 septembre, plus de 6 000 membres de l'équipe TELUS ont consacré leur journée à donner où ils vivent à l'occasion de la Journée du bénévolat de TELUS. Ce jour-là, des employés et des retraités de TELUS ont pris part, avec leurs familles et leurs amis, à une initiative bénévole d'envergure nationale afin de contribuer à changer les choses au sein des collectivités où ils vivent et travaillent.

Le 29 septembre, plus de 6 000 membres de l'équipe TELUS ont consacré leur journée à donner où ils vivent à l'occasion de la Journée du bénévolat de TELUS. Ce jour-là, des employés et des retraités de TELUS ont pris part, avec leurs familles et leurs amis, à une initiative bénévole d'envergure nationale afin de contribuer à changer les choses au sein des collectivités où ils vivent et travaillent.

Pendant cette journée seulement, plus de 18 000 heures de bénévolat ont été accomplies au profit de causes nobles.

Canadian Business a classé Robert McFarlane, membre de la direction de TELUS, au premier rang des chefs de services financiers au Canada

Robert McFarlane, vice-président à la direction et chef des services financiers, a été classé au premier rang des chefs de services financiers par le magazine Canadian Business dans le cadre du dîner de remise des prix All-Star, à Toronto, en octobre. Les prix All-Star sont attribués par Canadian Business à des cadres au service des plus importantes sociétés cotées en bourse canadiennes. Pour être admissible au programme, une société doit satisfaire à certaines mesures relatives à son rendement financier, notamment la croissance de ses produits d'exploitation sur trois ans, la croissance de son bénéfice net sur trois ans et le total des gains réalisés par ses actionnaires sur trois ans. Un comité d'experts indépendant a classé M. McFarlane au premier rang des chefs de services financiers au Canada, sa candidature ayant été retenue parmi un groupe exclusif de dirigeants d'entreprises. Une entrevue avec M. McFarlane a été publiée dans le nouveau numéro de Canadian Business, en kiosque depuis le 1er novembre.

Le rapport annuel de TELUS désigné comme l'un des meilleurs au monde

Le Annual Report on Annual Reports, le seul organisme au monde qui compare, évalue et procède au classement des rapports annuels des sociétés à l'échelle internationale, a classé le rapport annuel 2006 de TELUS dans la tranche de 1 % regroupant les meilleurs rapports annuels au monde. TELUS est l'une des trois sociétés canadiennes et la seule société de télécommunications à avoir atteint un classement aussi excellent.

Un comité indépendant évalue plus de 500 rapports annuels à partir d'une sélection effectuée à l'échelle mondiale parmi plus de 1 000 sociétés de capitaux cotées en bourse. Dans le cadre de cette enquête, considérée comme la plus complète et la plus reconnue qui soit, le comité évalue chaque rapport sous 50 aspects relatifs aux rapports d'entreprise, utilisant notamment des mesures liées au rendement, aux finances, aux activités commerciales et aux investisseurs.

TELUS inscrite au Dow Jones Sustainability World Index pour une septième année consécutive

En septembre, le Dow Jones Sustainability World Index, un classement fondé sur le développement durable des entreprises, a nommé TELUS leader économique, environnemental et social pour la septième année consécutive. TELUS est la seule entreprise de télécommunications nord-américaine inscrite à cet indice mondial et elle y figure parmi seulement 10 entreprises canadiennes, tous secteurs d'activité confondus. Cette année, TELUS a obtenu un résultat total encore plus élevé que par les années précédentes, ce résultat figurant parmi les plus élevés attribués dans le secteur des télécommunications. Les juges ont accordé d'excellentes notes à TELUS en ce qui a trait à la gouvernance d'entreprise, à la gestion des risques et des crises, à la protection de la vie privée, à l'information sur la performance environnementale, au développement du capital humain et à l'engagement des intervenants.

TELUS contribue à améliorer la qualité de vie des enfants atteints de diabète et conclut un partenariat pour trouver un remède à cette maladie

En 2007, le tournoi de golf sur invitation du président de TELUS a permis de verser 115 000 \$ à un centre d'avant-garde qui aide les enfants atteints de diabète à mieux vivre. Le Charles H. Best Diabetes Centre est le seul organisme de bienfaisance enregistré au Canada qui se consacre à l'amélioration de la qualité de vie des enfants atteints de diabète de type 1. Les dons ont été recueillis dans le cadre du tournoi de golf annuel au bénéfice d'organismes caritatifs de TELUS Solutions d'affaires. Par le truchement de cet événement, TELUS souhaite également remercier ses principaux clients en Ontario de leur loyauté et de faire affaire avec elle.

En octobre, TELUS a annoncé un partenariat triennal avec la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile (FRDJ). Grâce à cette entente, la FRDJ bénéficiera de 1,2 million de dollars pour financer des programmes de recherche canadiens visant à trouver un remède au diabète de type 1. TELUS a également annoncé qu'elle sera, pendant trois ans, le commanditaire en titre de la principale activité de financement de la FRDJ, la Marche pour la guérison du diabète de TELUS. Ce partenariat illustre à merveille l'engagement pris par TELUS d'investir dans la communauté en appuyant des initiatives axées sur les jeunes, la technologie, la santé et le mieux-être.

En appuyant la Ligue de hockey junior majeur du Québec, TELUS permet à ses clients de vivre l'effervescence du hockey

TELUS et la Ligue de hockey junior majeur du Québec (LHJMQ) ont renouvelé leur partenariat ce trimestre, concluant une entente quinquennale. Le partenariat en question, qui reflète le soutien constant qu'apporte TELUS aux athlètes et au sport amateur canadiens, prévoit la diffusion Web des 630 matchs qui seront disputés dans la LHJMQ au cours de la saison 2007-2008, une première dans l'histoire de la ligue. Tous les matchs disputés en séries éliminatoires seront webdiffusés, au plus grand plaisir des amateurs de hockey. En outre, au cours de la saison, quelque 250 sonneries de téléphone, indicatifs musicaux, images, entrevues et vidéos sous le thème de la LHJMQ pourront être téléchargés en exclusivité par les abonnés de TELUS au moyen de leur sans-fil.

Un partenariat qui contribue à verdir Montréal

La Ville de Montréal, SOVERDI et TELUS ont annoncé qu'elles ont franchi la première étape menant au verdissement de Montréal. Par le truchement d'un partenariat en trois volets annoncé en 2006, plus de 5 800 arbres, arbustes et vivaces ont été plantés cette année dans des ruelles, des cours d'écoles et de coopératives d'habitation ainsi qu'en bordure de cours d'eau et de voies de communication sur l'île de Montréal.

L'Omnium TELUS au profit d'Opération Enfant Soleil permet de recueillir 110 000 \$

Plus de 250 clients, partenaires et employés de TELUS ont amassé des dons totalisant 109 718 \$ à l'occasion de l'Omnium TELUS au profit d'Opération Enfant Soleil, le 20 septembre. Les fonds recueillis permettront d'améliorer la qualité des soins pédiatriques prodigués à des milliers d'enfants, partout au Québec.

TELUS renouvelle son prospectus préalable

Le 3 août, TELUS a déposé un prospectus préalable de base simplifié provisoire auprès des organismes de réglementation du Canada et des États-Unis. Ce faisant, TELUS serait à même de vendre jusqu'à 3 milliards de dollars canadiens de créances, de titres ou de bons de souscription si la société décidait d'émettre de tels titres à un moment ou à un autre au cours des deux prochaines années. Le prospectus préalable remplace un autre prospectus préalable relatif à un montant de 3 milliards de dollars canadiens, lequel arrivait à échéance le 24 septembre 2007. Dans l'immédiat, TELUS n'a pas l'intention d'émettre de titres en lien avec son prospectus préalable.

Déclaration de dividende : annonce d'une hausse de 20 %

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,45 \$ CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de 0,45 \$ CA par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1er janvier 2008 aux porteurs de parts inscrits à la clôture des registres le 11 décembre 2007.

Les dividendes susmentionnés sont désignés comme dividendes "admissibles" en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de toute autre loi provinciale similaire.

Le montant de ce dividende trimestriel correspond à une augmentation de 0,075 \$ ou de 20 % sur le dividende trimestriel de 0,375 \$ versé le 1^{er} octobre 2007 et sur le dividende versé un an auparavant, le 1^{er} janvier 2007.

Relations avec les médias :

Allison Vale

416-629-6425

allison.vale@telus.com

Relations avec les investisseurs :

Robert Mitchell

416-279-3219

ir@telus.com

À propos de TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto et TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9 milliards de dollars et à 11 millions de connexions clients, dont 5,4 millions d'abonnés à des services sans fil, 4,4 millions de lignes d'accès pour réseau filaire et 1,2 million d'abonnés à des services Internet. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication sans fil et filaire, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP, et des services vidéo et de divertissement. Poursuivant leur objectif de former une entreprise citoyenne de premier plan au Canada, TELUS et les membres de son équipe donnent où ils vivent. Depuis 2000, ils ont versé plus de 91 millions de dollars à de nombreuses organisations caritatives et sans but lucratif, et consacré plus de 1,7 million d'heures de bénévolat dans différentes collectivités. En outre, TELUS a créé huit comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site www.telus.com.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société ») qui sont de nature prospective. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les prédictions, les hypothèses (voir ci-dessous) ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs au sujet de la situation financière et de l'exploitation.

Les hypothèses à l'égard des indications pour 2007 incluent : une croissance économique conforme aux estimations formulées récemment par le Conference Board du Canada pour les provinces et le pays, dont une croissance réelle en 2007 d'environ 2,6 % du PIB (produit intérieur brut) du Canada; une concurrence accrue, relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services voix sur protocole Internet (« VoIP »); l'abstention de la réglementation des services filaires locaux de détail dans les principaux marchés urbains où la société est l'entreprise titulaire d'ici le deuxième semestre de 2007; aucune autre réduction des prix à la consommation par suite d'un plafonnement des prix; un gain d'environ 4,5 à 5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services sans fil (excluant les radiations des abonnés de la concurrence au premier semestre de 2007); des charges au titre de la restructuration d'environ 25 millions de dollars; un taux d'imposition effectif de 33 % à 34 %; un taux d'actualisation de 5,0 % et un rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite, soit des résultats inchangés par rapport à 2006; un nombre moyen d'actions en circulation se situant entre 330 millions et 335 millions; aucune acquisition prospective importante ni aucun dessaisissement prospectif important. L'achat possible d'un nombre maximal de 24 millions d'actions de TELUS sur une période de 12 mois dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités ayant débuté le 20 décembre 2006 pourrait avoir une incidence sur le résultat par action, les soldes de trésorerie, la dette nette et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les facteurs pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux prévus incluent, sans toutefois s'y limiter : la concurrence (y compris davantage de réductions des tarifs), la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes), les dépenses en immobilisations (y compris les achats possibles de licences d'utilisation de spectre), les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris les rachats d'actions), les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces), les développements touchant les ressources humaines (y compris les interruptions de travail possibles), les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information), les changements à la réglementation (y compris l'abstention de la réglementation des services locaux, la transférabilité des numéros de services sans fil, les règles, les processus et les coûts relatifs aux futures mises aux enchères de spectre, ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris les réorganisations internes, la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation), les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement, les litiges et les questions d'ordre juridique, les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles), les acquisitions ou dessaisissements prospectifs, et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (à l'adresse www.sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F, (sur le site EDGAR à l'adresse www.sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 et des rapports de gestion de premier et deuxième trimestres de 2007 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.

Rapport de gestion

Le 31 octobre 2007

Le rapport de gestion qui suit constitue une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les périodes de neuf mois terminés les 30 septembre 2007 et 2006, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS. Ce rapport contient des données prospectives qui renvoient à la déclaration de la société à l'égard des énoncés prospectifs figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

Les états financiers consolidés intermédiaires de TELUS ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada qui diffèrent à certains égards des PCGR des États-Unis. Se reporter à la note 19 des états financiers consolidés intermédiaires pour un sommaire des principales différences entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis dans la mesure où ils concernent TELUS. Les états financiers consolidés intermédiaires et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

TELUS présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles la direction a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses unités et secteurs d'exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Pour plus de détails sur la définition, le calcul et le rapprochement des mesures non définies par les PCGR présentées dans les états consolidés, les lecteurs doivent se reporter à la rubrique 11, « Rapprochement des mesures non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation ».

Rapport de gestion – contenu

Rubrique	Description
1. Introduction et sommaire du rendement	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2007.
2. Activités principales, vision et stratégie	Exemples d'activités à l'appui des six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Priorités de TELUS pour 2007.
4. Capacité d'obtenir des résultats	Mise à jour sur la capacité de TELUS d'obtenir des résultats.
5. Résultats d'exploitation	Analyse détaillée des résultats d'exploitation du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007.
6. Situation financière	Analyse des modifications apportées au bilan pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables	Description des estimations comptables critiques ainsi que des modifications de conventions comptables.
9. Indications pour l'exercice 2007	Indications révisées de TELUS pour l'exercice 2007.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour sur les risques et incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et sur les méthodes qu'elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
11. Rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation	Description, calcul et rapprochement de certaines mesures qu'utilise la direction.

1. Introduction et sommaire du rendement

1.1 Importance relative de l'information à fournir

La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée.

1.2 Faits nouveaux concernant l'industrie canadienne des télécommunications

Au milieu d'avril 2007, BCE Inc., le plus important fournisseur de services de télécommunications au Canada, annonçait la mise en œuvre d'un processus d'examen stratégique. Trois consortiums ont signé des ententes de non-divulgence et de moratoire leur donnant accès à une salle des documents de BCE, aux fins de la préparation possible d'une offre d'achat devant être présentée aux actionnaires de BCE en vertu d'un processus d'enchères concurrentielles. Le 21 juin 2007, TELUS a confirmé qu'elle avait conclu une entente mutuelle de non-divulgence et de moratoire et qu'elle avait amorcé des discussions sur une base non exclusive aux fins de l'acquisition de BCE. Le 26 juin, les trois consortiums ont présenté des offres d'achat visant BCE, et TELUS a annoncé qu'il lui était impossible de présenter une offre dans le

cadre du processus d'examen stratégique annoncé par BCE, en raison des lacunes dans le processus d'appel d'offres de BCE. Le 30 juin, BCE a annoncé la conclusion d'une entente définitive en vue de son acquisition par un consortium dirigé par Teachers Private Capital, une division du Régime de retraite des enseignants et des enseignantes de l'Ontario, ainsi que par Providence Equity Partners et Madison Dearborn Partners, LLC, des sociétés américaines. Le consortium se composait également de TD Valeurs Mobilières et de plusieurs autres institutions qui ont accepté de fournir du financement par capitaux propres aux fins de l'acquisition. Le conseil d'administration de BCE a recommandé que les porteurs d'actions ordinaires acceptent l'offre en espèces de 42,75 \$ par action ordinaire. En septembre 2007, BCE Inc. annonçait que ses actionnaires avaient en grande majorité approuvé le plan d'arrangement, lequel prévoit l'acquisition de la totalité des actions ordinaires et des actions privilégiées de BCE en circulation par le consortium. La conclusion de l'opération est assujettie à la réception des approbations réglementaires, et elle devrait avoir lieu au premier semestre de 2008.

Le CRTC continue de traiter et d'approuver certaines demandes présentées par des sociétés de télécommunications titulaires aux fins de l'abstention de la réglementation des services locaux de résidence et d'affaires. Ce processus permet une plus grande souplesse au chapitre de l'établissement des tarifs et du groupement des services des entreprises titulaires qui font concurrence à d'autres fournisseurs de services.

1.3 Sommaire des résultats consolidés

(en millions de dollars, sauf les actions, les montants par action, le nombre d'abonnés et les ratios)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 309,9	2 210,7	4,5 %	6 743,6	6 426,4	4,9 %
Bénéfice d'exploitation (Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options ¹	584,4	569,1	2,7 %	1 475,2	1 543,7	(4,4) %
	(7,2)	—	—	168,1	—	—
Bénéfice d'exploitation (ajusté)	577,2	569,1	1,4 %	1 643,3	1 543,7	6,5 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices (Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	490,2	448,5	9,3 %	1 113,9	1 154,7	(3,5) %
	(7,2)	—	—	168,1	—	—
Bénéfice avant impôts (ajusté)	483,0	448,5	7,7 %	1 282,0	1 154,7	11,0 %
Bénéfice net (Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options, après impôts	409,9	319,6	28,3 %	857,8	886,3	(3,2) %
	(4,9)	—	—	104,1	—	—
Bénéfice net (ajusté)	405,0	319,6	26,7 %	961,9	886,3	8,5 %
Bénéfice par action, de base (en dollars)	1,24	0,94	31,9 %	2,57	2,57	—
Charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options, par action	(0,01)	—	—	0,31	—	—
Bénéfice par action, de base (ajusté) ² (en dollars)	1,23	0,94	30,9 %	2,88	2,57	12,1 %
Bénéfice par action, dilué (en dollars)	1,23	0,92	33,7 %	2,55	2,54	0,4 %
Dividendes en espèces déclarés par action (en dollars)	0,375	0,275	36,4 %	1,125	0,825	36,4 %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	831,8	570,4	45,8 %	2 354,3	2 056,5	14,5 %
Sorties liées aux activités d'investissement	430,0	451,0	(4,7) %	1 300,1	1 253,2	3,7 %
Dépenses en immobilisations	434,1	423,9	2,4 %	1 297,8	1 203,2	7,9 %
Sorties liées aux activités de financement	403,0	126,2	n.s.	1 041,7	837,3	24,4 %
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ³ (en milliers) au 30 septembre	11 008	10 531	4,5 %			
BAIIA ⁴	987,0	952,4	3,6 %	2 635,9	2 712,2	(2,8) %
(Recouvrement) charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(7,2)	—	—	168,1	—	—
BAIIA (ajusté) ⁴	979,8	952,4	2,9 %	2 804,0	2 712,2	3,4 %
Flux de trésorerie disponibles ⁵	502,9	519,8	(3,3) %	1 145,4	1 346,4	(14,9) %
Ratios d'endettement et de distribution						
Ratio dette nette/BAIIA — excluant les coûts de restructuration ⁶	1,7	1,7	—			
Ratio de distribution (en pourcentage) ⁷	46	39	7 pts			

n.s. non significatif, pt(s) – point(s) de pourcentage

1. Charge (recouvrement) hors trésorerie comptabilisé(e) en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005.
2. Le bénéfice par action de base (ajusté) exclut la charge comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options; il est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le bénéfice par action de base pour 2007.
3. Le total du nombre d'abonnés au sans-fil, de lignes d'accès au réseau et d'abonnés à Internet à la fin des périodes respectives.
4. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ». Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.
5. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles ».
6. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
7. Taux de dividende annualisé actuel déclaré par action, divisé par le bénéfice de base par action sur 12 mois.

Selon les indications de TELUS pour l'exercice 2007, qui sont décrites à la rubrique 9 des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2007, la société prévoyait inscrire une charge hors trésorerie d'environ 180 millions de dollars au poste Charges d'exploitation, relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007, la société a comptabilisé une charge de 168,1 millions de dollars (104,1 millions de dollars après impôts dans le bénéfice net, ou 31 cents par action) dans le poste Charges d'exploitation. Le recouvrement comptabilisé au troisième trimestre reflète un ajustement du montant estimatif initial comptabilisé. La charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour l'exercice 2007 complet devrait se chiffrer à environ 170 millions de dollars. Se reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs » et à la rubrique 9 pour des détails sur les indications de TELUS pour l'exercice complet.

Les faits saillants pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2007, dont une analyse est présentée à la rubrique 5, « Résultats d'exploitation », comprennent ce qui suit :

- Le nombre de connexions a augmenté de 477 000 au cours de la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2007. Le nombre d'abonnés au sans-fil s'est établi à 5,41 millions, en hausse de 10,9 %, le nombre d'abonnés à Internet s'est élevé à 1,16 million, en hausse de 7,5 %, et le nombre de lignes d'accès au réseau s'est chiffré à 4,44 millions, en baisse de 3,0 %.
- Les produits d'exploitation se sont accrus de 99,2 millions de dollars et de 317,2 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement de l'augmentation des produits tirés des services de réseau sans fil et des services filaires de transmission de données, qui a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix.
- Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 15,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et il a reculé de 68,5 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. En excluant la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisée en 2007, le bénéfice d'exploitation (ajusté) s'est accru de 8,1 millions de dollars et de 99,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois. Ces résultats à la hausse tiennent principalement à la croissance du BAIIA du secteur des services sans fil, qui a été neutralisée en partie par la hausse de l'amortissement des actifs incorporels.
- Le bénéfice avant impôts a augmenté de 41,7 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et il a diminué de 40,8 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. En excluant l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options, le bénéfice avant impôts a progressé de 34,5 millions de dollars et de 127,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois, en raison de la baisse des coûts de financement et de la hausse du bénéfice d'exploitation (ajusté).
- Le bénéfice net de l'exercice 2007 tient compte des ajustements fiscaux favorables d'environ 93 millions de dollars ou 28 cents par action constatés au troisième trimestre, ainsi que des ajustements fiscaux favorables d'environ 107 millions de dollars ou 32 cents par action comptabilisés au cours des neuf premiers mois. Ces ajustements se sont élevés à environ 30 millions de dollars ou 9 cents par action au troisième trimestre de 2006, et à 145 millions de dollars ou 42 cents par action au cours des neuf premiers mois de 2006.
- Le bénéfice net a augmenté de 90,3 millions de dollars et le bénéfice par action de base, de 30 cents, au troisième trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006. Au cours des neuf premiers mois de 2007, le bénéfice net a diminué de 28,5 millions de dollars et le bénéfice par action de base est demeuré inchangé, par rapport à la période correspondante de 2006. En excluant l'incidence de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour les neuf premiers mois de 2007, le bénéfice net (ajusté) a augmenté de 75,6 millions de dollars et le bénéfice par action de base (ajusté) s'est accru de 31 cents.

- Le nombre moyen d'actions en circulation au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 était environ 3 % moins élevé qu'aux périodes correspondantes de 2006, en raison des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA ») et de l'émission d'un nombre moins élevé d'actions sur le capital autorisé découlant de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Les faits saillants du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, dont une analyse est présentée à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement », comprennent ce qui suit :

- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 261,4 millions de dollars et de 297,8 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Le produit tiré des créances titrisées a augmenté de 50 millions de dollars au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport à une diminution de 185 millions de dollars et de 150 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006, ce qui se traduit par une augmentation en 2007 des flux de trésorerie liés à l'exploitation de 235 millions de dollars et de 200 millions de dollars, respectivement.
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 21,0 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et elles ont progressé de 46,9 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La diminution au troisième trimestre tient principalement aux acquisitions effectuées à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations est demeuré dans l'ensemble inchangé et s'est établi à environ 19 % des produits d'exploitation consolidés au cours des troisième trimestres et des neuf premiers mois de 2007 et de 2006. Les dépenses en immobilisations se sont accrues de 10,2 millions de dollars et de 94,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, résultat qui tient principalement à l'accroissement des investissements dans la capacité et la couverture des services numériques sans fil.
- Les sorties liées aux activités de financement ont augmenté de 276,8 millions de dollars et de 204,4 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Dans le cadre de ses RCNA, la société a racheté 4,3 millions d'actions à des fins d'annulation, pour un décaissement de 232,2 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 (2,1 millions d'actions pour un décaissement de 119,7 millions de dollars en 2006), et au cours des neuf premiers mois de 2007, elle a racheté 10,5 millions d'actions à des fins d'annulation, pour un décaissement de 602,4 millions de dollars (12,7 millions d'actions pour un décaissement de 600,7 millions de dollars en 2006). L'augmentation des sorties liées aux activités de financement au cours des neuf premiers mois tient compte du remboursement, le 1^{er} juin 2007, de 1 483,3 millions de dollars (1 166,5 millions de dollars US) au titre des billets à 7,50 % arrivés à échéance, déduction faite de l'émission d'un montant de 1 milliard de dollars de titres de créance effectuée en mars 2007 et de l'émission d'un montant de 293,9 millions de dollars d'effets de commerce.
- Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 16,9 millions de dollars et de 201,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. La diminution au troisième trimestre est imputable à la hausse des intérêts payés (principalement au titre de l'émission, en mars 2007, de titres de créance pour lesquels les intérêts sont payables semestriellement), à l'augmentation des dépenses en immobilisations ainsi qu'à l'accroissement des paiements au titre de la rémunération à base d'actions, déduction faite de l'amélioration du BAIIA et de la baisse des coûts de restructuration. La baisse au cours des neuf premiers mois de 2007 est attribuable à la diminution du BAIIA, à la hausse des dépenses en immobilisations, ainsi qu'à la diminution des recouvrements d'impôts en espèces et des intérêts connexes, facteurs neutralisés en partie par la baisse des coûts de restructuration et par la charge de rémunération à base d'actions, laquelle a excédé les paiements, ainsi que par la diminution des intérêts payés.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA s'est établi à 1,7, soit un résultat qui est demeuré dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois.
- Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du bénéfice réel au 30 septembre 2007, s'est établi à 46 %, et le ratio de distribution calculé de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des ajustements fiscaux et de la charge au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options, s'est également établi à 46 %, soit un résultat qui se situe dans la fourchette visée de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

2. Activités principales, vision et stratégie

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion. Elle est également assujettie à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 et des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2007 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.

Les activités principales, la vision et la stratégie de TELUS sont présentées en détail dans le rapport de gestion annuel 2006. Les activités récentes à l'appui des six impératifs stratégiques de la société et les événements ayant des répercussions sur ces impératifs sont les suivants :

Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et sans fil

La société a accru le nombre de régions urbaines dans lesquelles elle offre le service TELUS TV[®]. Le 17 septembre, elle a officiellement lancé ce service dans les municipalités de Luceville, de Mont-Joli, de Rimouski, de Sainte-Blandine, de Saint-Georges-de-Beauce et de Sainte-Luce, dans l'est du Québec. TELUS est en mesure d'offrir le service de télévision numérique et de divertissement en raison des investissements effectués dans l'infrastructure à large bande. Ce service est aussi offert dans des quartiers choisis de Calgary, ainsi que dans des régions choisies du Grand Edmonton et du Lower Mainland, en Colombie-Britannique.

En août, TELUS et Western Canada Lottery Corporation ont signé un contrat d'une durée de huit ans, aux fins de l'implémentation en Alberta d'un réseau de terminaux de loterie fondés sur le protocole Internet (IP). Ce réseau reliera plus de 2 300 terminaux de loterie situés en Alberta entre eux et avec le siège social de WCLC, à Winnipeg.

Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de cette dernière sur ses activités de base

Le 21 juin 2007, TELUS a confirmé qu'elle avait conclu une entente mutuelle de non-divulgence et de moratoire et qu'elle avait amorcé des discussions sur une base non exclusive aux fins de l'acquisition de BCE. Le 26 juin, TELUS a annoncé qu'il lui était impossible de présenter une offre dans le cadre du processus d'examen stratégique annoncé par BCE, en raison des lacunes dans le processus d'appel d'offres de BCE. Dans le communiqué du 3 août portant sur ses résultats du deuxième trimestre, TELUS annonçait qu'elle avait terminé son évaluation et ne comptait pas présenter une offre concurrentielle aux fins de l'acquisition de BCE. Une charge d'environ 4 millions de dollars au titre des divers coûts liés à cette évaluation a été comptabilisée au poste Autres charges au troisième trimestre.

Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant le rendement et de garantir l'efficacité de l'entreprise

TELUS reconnaît que la formation est un élément clé de sa réussite et elle a mis en œuvre de nombreux programmes de formation. À la fin du trimestre, la quasi-totalité des membres de l'équipe de TELUS avaient suivi le cours obligatoire en ligne portant sur la déontologie et le respect. Ce cours vise à aider les membres de l'équipe à prendre des décisions éthiques au travail, à leur faire connaître les politiques connexes de TELUS et à leur apprendre à exercer leur jugement, au moyen d'exemples de cas et d'impasses. Dans les cas où aucun plan d'action précis ne peut être établi, les membres de l'équipe doivent avoir recours à la démarche « Demandez d'abord, agissez ensuite ».

Les membres de l'équipe ont également suivi le cours obligatoire Sensibilisation à la sécurité de TELUS. Ce cours en ligne interactif favorise un environnement sûr et sécurisé pour les clients et les employés. Il a également pour objectif de protéger les actifs et l'information sensible de TELUS, ainsi que les renseignements personnels des clients.

TELUS offre des centaines de cours de formation, notamment le programme de formation Organisation des ventes de premier ordre et les programmes de formation Connexions : Le réseau des femmes de TELUS et Travail d'équipe dynamique — Plus forts ensemble. Récemment, l'American Society for Training & Development a reconnu ces initiatives de TELUS en lui décernant un prix BEST et en reconnaissant son rang au nombre de meilleures entreprises en ce qui concerne sa capacité à tirer parti des programmes de formation et de perfectionnement du personnel pour assurer sa réussite générale.

3. Catalyseurs clés de rendement

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion. Elle est également assujettie à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 et des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2007 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 10 du présent rapport de gestion.

Priorités de la société pour 2007 – services filaires et sans fil
Accroître la position de leadership de TELUS sur le marché résidentiel <ul style="list-style-type: none">• Combiner la gamme d'application de données de TELUS avec les services traditionnels déréglementés.• Obtenir un meilleur taux de fidélité des clients et une croissance grâce à des expériences clients exceptionnelles.• Atteindre des objectifs d'augmentation de la clientèle par l'expansion des canaux de distribution et offrir de nouveaux services à l'intention des principaux segments de marché.
Accroître la position de leadership de TELUS sur le marché d'affaires <ul style="list-style-type: none">• Accroître davantage notre part des marchés verticaux de l'industrie à l'aide d'applications particulières qui fournissent une différenciation non fondée sur le prix.• Tirer parti de la transférabilité des numéros de services sans fil afin d'accroître la part du marché d'affaires de TELUS au centre du Canada.• Accorder la priorité à la fidélisation des clients des petites entreprises ainsi qu'à la croissance au moyen de solutions novatrices.
Accroître la position de leadership de TELUS sur le marché de gros <ul style="list-style-type: none">• Accroître notre présence sur les marchés national et international par la reconnaissance de TELUS à titre de leader de services IP au Canada.• Offrir un excellent service à la clientèle afin de soutenir l'abstention de la réglementation des services locaux dans les principaux marchés où elle est l'entreprise titulaire.• Développer les marchés, les canaux et les produits de la société en se concentrant sur des relations stratégiques avec les partenaires de TELUS.
Stimuler l'évolution de la technologie et les améliorations au titre de la productivité et de l'excellence du service de TELUS <ul style="list-style-type: none">• Mettre en place un guide relatif aux technologies pour les offres concernant Ma Maison TELUS et les services sans fil qui simplifie le portefeuille de produits de TELUS et améliore le développement et la prestation de services.• Mettre en œuvre les systèmes consolidés de service à la clientèle qui visent à remplacer les nombreux systèmes existants en Alberta et en Colombie-Britannique.• Accélérer les dates de prestation du service à la clientèle.
Resserrer l'esprit d'équipe de TELUS, consolider sa marque et assurer le perfectionnement des employés les plus talentueux dans l'industrie mondiale des communications <ul style="list-style-type: none">• Stimuler la culture de propriété de l'entreprise de TELUS en préconisant la philosophie « notre entreprise, notre clientèle, notre équipe, ma responsabilité », ce qui permet à TELUS d'attirer, de perfectionner et de retenir dans ses rangs des gens qualifiés.• Occuper la position de tête en matière de responsabilité sociale de l'entreprise en faisant en sorte que TELUS devienne l'entreprise canadienne la plus responsable sur le plan social.

4. Capacité d'obtenir des résultats

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion.

4.1 Principaux marchés et concurrents

Les principaux marchés et concurrents demeurent sensiblement les mêmes que ceux décrits dans le rapport de gestion annuel 2006 de TELUS. Selon les résultats pour deux trimestres complets, il appert que la mise en œuvre de la transférabilité des numéros de services sans fil (la « TNSSF ») en mars 2007 a contribué à l'accroissement des activités de chargement des abonnés (les appels entrants ayant excédé les appels sortants). La TNSSF a initialement entraîné une augmentation des frais de fidélisation de la clientèle des services sans fil exprimés en pourcentage des produits au deuxième trimestre de 2007 (8,2 % comparativement à 6,2 % en 2006), et elle continue à contribuer à la légère hausse du taux de désabonnement (qui a totalisé 1,45 % et 1,43 %, respectivement, aux deuxième et troisième trimestres de 2007, par rapport à 1,30 % et à 1,36 % aux périodes correspondantes de 2006).

4.2 Capacités opérationnelles

Réglementation

Le CRTC a accordé, jusqu'à la fin du mois de septembre, une abstention de la réglementation des services locaux de résidence à Calgary, Edmonton, Fort McMurray, Rimouski, Victoria et dans la plupart des circonscriptions du Grand Vancouver, ainsi que dans neuf autres circonscriptions de l'est du Québec. Les régions auxquelles l'abstention de la réglementation s'applique couvrent plus de un million d'abonnés des services de résidence de TELUS. Au fur et à mesure que les services dans les collectivités seront déréglementés, TELUS pourra offrir des forfaits et des services groupés mieux adaptés aux besoins des résidents des diverses collectivités. TELUS s'attend à ce que le CRTC rende des décisions visant un certain nombre d'autres demandes dans un avenir rapproché.

En septembre, le CRTC a approuvé l'abstention de la réglementation des services locaux d'affaires dans 35 circonscriptions, y compris Calgary, Edmonton, Fort McMurray, Rimouski, Victoria et dans la plupart des circonscriptions du Grand Vancouver, soit environ les deux tiers des lignes d'affaires de TELUS. Se reporter à la rubrique 10.1, « Réglementation », pour une analyse plus détaillée à ce sujet.

Développement d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires

À la fin de mars 2007, la société a converti les comptes de plus de un million de clients des services filaires en Alberta, dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau système de facturation et de service à la clientèle. La rationalisation et la normalisation des processus de même que la suppression au fil du temps des nombreux systèmes d'information existants représentent les avantages prévus de ce projet sur le plan du service à la clientèle et des coûts. Au cours du deuxième trimestre de 2007, la société a mis fin au projet pilote et procédé à la mise en œuvre à grande échelle du nouveau système, laquelle s'est avérée une réussite dans l'ensemble; les difficultés initiales éprouvées ont réduit la capacité de traitement des commandes, ce qui a entraîné une augmentation du travail en retard au chapitre des installations et des coûts supérieurs aux coûts prévus, notamment en ce qui concerne les ressources supplémentaires requises dans les centres d'appels pour maintenir les niveaux de service. Ce système de facturation crucial pour la société a produit les résultats prévus. À l'heure actuelle, le travail en retard a grandement diminué, et les ressources supplémentaires des centres d'appels ont diminué. Les charges supplémentaires constatées au troisième trimestre se sont chiffrées à environ 8 millions de dollars, soit la moitié des charges de 16 millions de dollars comptabilisées au deuxième trimestre. Se reporter à la rubrique 10.3, « Risques liés aux processus ».

Le passage au nouveau système en 2007 a réduit le BAIIA du secteur des services filaires d'environ 8 millions de dollars au troisième trimestre et d'environ 37 millions de dollars au cours des neuf premiers mois. Ces montants incluent des coûts liés principalement à la main-d'œuvre temporaire supplémentaire requise pour résoudre les problèmes liés au nouveau système et pour maintenir les niveaux de service, qui se sont établis à 8 millions de dollars au troisième trimestre et à 24 millions de dollars au cours des neuf premiers mois. Ils tiennent aussi compte d'une réduction non récurrente de 13 millions de dollars des produits tirés des services interurbains comptabilisée au deuxième trimestre de 2007. Cette réduction non récurrente des produits est imputable aux améliorations apportées au système, lesquelles fournissent à la direction des données plus exactes aux fins de l'estimation des produits gagnés, mais non facturés.

AMP'D Mobile Canada

Au deuxième trimestre, la société mère, AMP'D Mobile, Inc., située aux États-Unis, a amorcé une procédure de faillite aux États-Unis. Par conséquent, les ventes d'AMP'D Mobile ont été abandonnées au Canada. Au deuxième trimestre, TELUS a comptabilisé une radiation avant impôts de la participation de 11,8 millions de dollars de la société dans AMP'D Mobile, Inc. (inscrite au poste Autres charges, montant net), ainsi que des ajustements avant impôts d'environ 5 millions de dollars au titre de l'amortissement dégressif et un montant d'environ 2 millions de dollars au titre des charges d'exploitation. Les charges d'exploitation au troisième trimestre tenaient compte d'un montant d'environ 3 millions de dollars au titre de la réduction de valeur de l'équipement des abonnés et de la radiation des frais de marketing payés d'avance.

4.3 Situation de trésorerie et sources de financement

Politiques financières liées à la structure du capital (note 3 des états financiers consolidés intermédiaires)

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment : le ratio dette nette/total des capitaux investis, le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que le ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles. Pour une analyse plus détaillée et une description des indications, se reporter à la rubrique 7.4, « Situation de trésorerie et sources de financement ». Le plan financier de TELUS pour 2007 est décrit à la rubrique 9.3 du rapport de gestion annuel 2006 de la société. Les progrès réalisés relativement à ce plan s'établissent comme suit :

Plan financier et résultats de TELUS pour 2007

Racheter des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de TELUS aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA »)

Au cours du troisième trimestre de 2007, la société a racheté environ 350 000 actions ordinaires et environ 3,97 millions d'actions sans droit de vote à des fins d'annulation, pour un décaissement total de 232,2 millions de dollars. Entre le 20 décembre 2004 et le 30 septembre 2007, TELUS a racheté environ 19 millions d'actions ordinaires et 30,9 millions d'actions sans droit de vote à des fins d'annulation, pour un décaissement totalisant 2,37 milliards de dollars, aux termes de trois RCNA. Se reporter à la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités de financement ».

Payer des dividendes

Le dividende déclaré au troisième trimestre de 2007, qui est payable le 1^{er} octobre, se chiffre à 37,5 cents par action, en hausse de 36,4 % par rapport au dividende déclaré au troisième trimestre de 2006. Le dividende déclaré pour le quatrième trimestre de 2007, qui doit être payé le 1^{er} janvier 2008, a augmenté de 7,5 cents par actions, ou 20 %, pour se chiffrer à 45 cents par action.

Utiliser le produit des créances titrisées et les facilités bancaires, le cas échéant, aux fins des flux de trésorerie disponibles et des autres besoins de trésorerie

Le solde du produit tiré des créances titrisées au troisième trimestre de 2007 s'est établi à 550 millions de dollars, soit une augmentation nette de 50 millions de dollars. Au cours du deuxième trimestre, le produit a augmenté, passant de 150 millions de dollars à 550 millions de dollars au 31 mai, mais il a ensuite diminué pour s'établir à 500 millions de dollars au 30 juin. Le produit a été utilisé aux fins générales de la société.

Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars

Au 30 septembre 2007, les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à plus de 1,4 milliard de dollars. Se reporter à la rubrique 7.5, « Facilités de crédit ».

Maintenir la pleine couverture des risques de change pour les dettes

Maintenue en ce qui concerne les billets en dollars américains à 8,00 % échéant en 2011, soit la seule émission restante de titres de créance libellés en devises.

Envisager le refinancement de la totalité ou d'une partie des billets libellés en dollars américains arrivant à échéance le 1^{er} juin 2007 avant leur date d'échéance prévue

En mars 2007, la société a procédé à des appels publics à l'épargne visant des billets de série CC libellés en dollars canadiens, portant intérêt à 4,50 %, d'une valeur de 300 millions de dollars et échéant en 2012, ainsi que des billets de série CD libellés en dollars canadiens, portant intérêt à 4,95 %, d'une valeur de 700 millions de dollars et échéant en 2017. Le produit tiré de ces émissions de titres de créance, conjugué à l'émission d'effets de commerce d'une valeur de 663,5 millions de dollars au deuxième trimestre et à l'augmentation, au deuxième trimestre, du produit tiré des créances titrisées, a été affecté aux fins générales de la société, notamment au remboursement de 1 483,3 millions de dollars au titre des billets à 7,50 % de 1 166,5 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin.

Préserver l'accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de qualité et en visant des cotes améliorées de l'ordre de BBB+ à A-, ou l'équivalent, à l'avenir

Trois des quatre agences de notation ont placé leurs perspectives sous surveillance au deuxième trimestre, lorsque TELUS a annoncé qu'elle avait amorcé des discussions sur une base non exclusive aux fins de l'acquisition de BCE. Par suite de l'annonce, en août, que TELUS ne comptait pas présenter une offre concurrentielle aux fins de l'acquisition de BCE, les agences de notation ont rétabli leurs perspectives à « stable » au troisième trimestre. Au 31 octobre 2007, les cotes de crédit de qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans les limites de la cote visée. Se reporter à la rubrique 7.7, « Cotes de crédit ».

4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

5. Résultats d'exploitation

5.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services sans fil. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des canaux de distribution et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction générale (principal responsable de l'exploitation). Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

5.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006	T4 2005
Produits d'exploitation par secteurs (externes)								
Secteur des services filaires	1 204,6	1 180,1	1 205,6	1 234,3	1 200,3	1 189,9	1 198,6	1 209,9
Secteur des services sans fil	1 105,3	1 048,0	1 000,0	1 020,3	1 010,4	945,3	881,9	876,8
Produits d'exploitation (consolidés)	2 309,9	2 228,1	2 205,6	2 254,6	2 210,7	2 135,2	2 080,5	2 086,7
Charges d'exploitation	1 316,5	1 340,3	1 436,6	1 368,6	1 245,8	1 207,4	1 201,1	1 316,8
Coûts de restructuration	6,4	3,2	4,7	7,9	12,5	30,7	16,7	35,5
BAIIA ¹	987,0	884,6	764,3	878,1	952,4	897,1	862,7	734,4
Amortissement des immobilisations corporelles	332,5	318,3	317,7	353,2	325,8	335,2	339,2	346,2
Amortissement des actifs incorporels	70,1	72,5	49,6	53,9	57,5	46,9	63,9	67,0
Bénéfice d'exploitation	584,4	493,8	397,0	471,0	569,1	515,0	459,6	321,2
Autres charges (produits)	8,0	18,5	3,8	10,1	4,0	9,6	4,3	9,3
Coûts de financement	86,2	127,2	117,6	133,6	116,6	127,5	127,0	171,7
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	490,2	348,1	275,6	327,3	448,5	377,9	328,3	140,2
Impôts sur les bénéfices	78,6	93,7	79,3	89,7	126,5	18,7	116,1	58,8
Part des actionnaires sans contrôle	1,7	1,3	1,5	1,4	2,4	2,6	2,1	2,9
Bénéfice net	409,9	253,1	194,8	236,2	319,6	356,6	210,1	78,5
Bénéfice net par action ordinaire et action sans droit de vote								
- De base	1,24	0,76	0,58	0,70	0,94	1,03	0,60	0,22
- Dilué	1,23	0,75	0,57	0,69	0,92	1,02	0,60	0,22
Dividendes déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,375	0,375	0,375	0,375	0,275	0,275	0,275	0,275

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) », pour la définition.

La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés continue à refléter la croissance solide des produits tirés des services de réseau sans fil, en raison de la hausse du nombre d'abonnés. Les PMAA (produits moyens par appareil d'abonné) liés aux services sans fil ont diminué de 1,3 % au troisième trimestre, après avoir connu des augmentations sur 12 mois pendant 18 trimestres de suite. Ce résultat tient au fait que l'accroissement des produits tirés des services de transmission de données a été neutralisé par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix, laquelle découle de la réorientation de la gamme de produits, de la concurrence au chapitre des tarifs et de l'usage accru des forfaits minutes incluses. La tendance reflète également la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données, alors que les produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix ont connu une baisse continue, imputable au passage vers les services sans fil et Internet, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs, des revendeurs et des entreprises dotées d'installations offrant des services VoIP.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services sans fil, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services sans fil moins élevé. Le caractère saisonnier a, dans une moindre mesure, une incidence sur les ajouts d'abonnés aux services filaires Internet haute vitesse et les coûts connexes.

Comme il est fait mention à la rubrique 4.2, les charges d'exploitation trimestrielles en 2007 tiennent compte d'une charge relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux attributions d'options sur actions. La charge (le recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options pour les premier, deuxième et troisième trimestres de 2007 s'est établie à 173,5 millions de dollars, à 1,8 million de dollars et à (7,2) millions de dollars, respectivement. Le crédit constaté au troisième trimestre reflète un ajustement du montant estimatif initial comptabilisé. Les charges d'exploitation au quatrième trimestre de 2005 avaient été touchées par des charges nettes temporaires d'environ 52 millions de dollars liées à une interruption de travail. Les coûts de restructuration ont varié d'un trimestre à l'autre, en fonction des progrès accomplis dans le cadre des mesures continues mises en œuvre.

La tendance à la baisse observée au chapitre de l'amortissement des immobilisations corporelles a été interrompue par i) la constatation, au troisième trimestre de 2007, d'une provision d'environ 20 millions de dollars au titre de la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés au réseau; ii) la constatation, au quatrième trimestre de 2006, d'une provision d'environ 17 millions de dollars au titre de l'alignement des durées de service estimatives des actifs de TELUS Québec découlant de l'intégration des systèmes financiers. Par suite de la mise en place d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en mars 2007, un montant supplémentaire de 18 millions de dollars a été comptabilisé au titre des actifs incorporels aux deuxième et troisième trimestres de 2007, ce qui a renversé la tendance à la baisse au chapitre de l'amortissement des actifs incorporels. Par ailleurs, aux deuxième et quatrième trimestres de 2006 et au premier trimestre de 2007, respectivement, des montants

d'environ 12 millions de dollars, 5 millions de dollars et 5 millions de dollars relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en déduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après qu'un agent du fisc a établi leur admissibilité.

En ce qui concerne les coûts de financement illustrés dans le tableau ci-dessus, la tendance observée au chapitre des intérêts débiteurs reflète une baisse, sauf en ce qui a trait aux éléments suivants : i) des intérêts débiteurs relatifs à une décision de justice au titre d'une poursuite liée à une affaire de remboursement d'obligations de BC TEL remontant à 1997 (y compris des charges de 7,8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006); ii) des charges de 33,5 millions de dollars comptabilisées au quatrième trimestre de 2005 aux fins du remboursement anticipé de billets d'un montant de 1,578 milliard de dollars. Le remboursement anticipé de billets effectué le 1^{er} décembre 2005 a contribué à la diminution des coûts de financement au premier semestre de 2006. La baisse séquentielle des coûts de financement au troisième trimestre de 2007 tient à la réduction des taux d'intérêt effectifs et de l'encours de la dette, ainsi qu'à la hausse des intérêts créditeurs liés aux remboursements d'impôt. Les coûts de financement au cours des huit périodes illustrées sont présentés déduction faite des montants variés au titre des intérêts créditeurs.

La tendance généralement à la hausse observée au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements découlant des variations des impôts sur les bénéfices imposées par la loi et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements.

Ajustements liés aux impôts								
(en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T3 2007	T2 2007	T1 2007	T4 2006	T3 2006	T2 2006	T1 2006	T4 2005
Incidence approximative sur le bénéfice net	93	10	4	20	30	118	(3)	(3)
Incidence approximative sur le bénéfice par action	0,28	0,03	0,01	0,06	0,09	0,34	(0,01)	(0,01)
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,96	0,73	0,57	0,64	0,85	0,69	0,61	0,23

5.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA, qui est exprimée en %, et l'effectif)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Produits d'exploitation	2 309,9	2 210,7	4,5 %	6 743,6	6 426,4	4,9 %
Charges d'exploitation	1 316,5	1 245,8	5,7 %	4 093,4	3 654,3	12,0 %
Coûts de restructuration	6,4	12,5	(48,8) %	14,3	59,9	(76,1) %
BAIIA ¹	987,0	952,4	3,6 %	2 635,9	2 712,2	(2,8) %
Amortissement des immobilisations corporelles	332,5	325,8	2,1 %	968,5	1 000,2	(3,2) %
Amortissement des actifs incorporels	70,1	57,5	21,9 %	192,2	168,3	14,2 %
Bénéfice d'exploitation	584,4	569,1	2,7 %	1 475,2	1 543,7	(4,4) %
Charges d'exploitation (ajustées) ²	1 323,7	1 245,8	6,3 %	3 925,3	3 654,3	7,4 %
BAIIA (ajusté) ²	979,8	952,4	2,9 %	2 804,0	2 712,2	3,4 %
Bénéfice d'exploitation (ajusté) ²	577,2	569,1	1,4 %	1 643,3	1 543,7	6,5 %
Marge du BAIIA ³	42,7	43,1	(0,4) pt	39,1	42,2	(3,1) pts
Marge du BAIIA (ajustée) ⁴	42,4	43,1	(0,7) pt	41,6	42,2	(0,6) pt
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période	33 282	29 754	11,9 %			

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

2. Exclut une charge (un recouvrement) hors trésorerie de (7,2) millions de dollars et de 168,1 millions de dollars, respectivement, comptabilisée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le BAIIA (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation. Le BAIIA (ajusté) correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.

3. BAIIA divisé par les produits d'exploitation.

4. BAIIA (ajusté) divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles concernant les produits d'exploitation, les charges d'exploitation, les coûts de restructuration, le BAIIA et les dépenses en immobilisations sont fournies à la rubrique 5.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 5.5, « Résultats du secteur des services sans fil », et à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation consolidés ont augmenté de 99,2 millions de dollars et de 317,2 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. La croissance des produits tirés des services de réseau sans fil et des services filaires de transmission de données continue d'excéder la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de

transmission de la voix. Les produits d'exploitation consolidés pour les neuf premiers mois de 2007 tiennent compte d'une réduction non récurrente d'environ 13 millions de dollars des produits tirés des services interurbains, qui a été comptabilisée au deuxième trimestre. L'ajustement effectué au deuxième trimestre tient aux améliorations apportées au système de facturation, lesquelles fournissent à la direction des données plus exactes aux fins de l'estimation des produits gagnés, mais non facturés.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 70,7 millions de dollars et de 439,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation tient compte de la charge hors trésorerie comptabilisée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation ajustées pour ne pas tenir compte de la charge hors trésorerie se sont accrues de 77,9 millions de dollars et de 271,0 millions de dollars, respectivement, résultat qui tient essentiellement à la hausse des charges du secteur des services sans fil à l'appui de la croissance de 10,9 % du nombre d'abonnés et à l'augmentation des produits tirés du réseau sans fil. Par ailleurs, les charges du secteur des services filaires ont augmenté, en raison principalement des coûts liés à la conversion du système de facturation et des coûts liés à la main-d'œuvre externe requise pour améliorer les niveaux de service, ainsi qu'en raison de l'accroissement de l'effectif. La charge nette de TELUS au titre du régime de retraite à prestations déterminées a diminué d'environ 22 millions de dollars et 66 millions de dollars, respectivement, en raison surtout du rendement favorable des actifs du régime en 2006.

L'effectif a augmenté afin de soutenir la prestation de services d'impartition aux clients de TELUS par le secteur des services filaires, notamment les services d'impartition des ressources humaines et les services des centres d'appels internationaux, et de manière à soutenir la hausse du nombre d'abonnés des services sans fil. L'effectif (équivalent temps plein) qui fournit des services d'impartition aux clients de la société a augmenté d'environ 1 730 personnes au 30 septembre 2007 en comparaison de l'exercice précédent. Dans les autres divisions du secteur des services filaires, l'effectif (équivalent temps plein) a augmenté de 1 222 personnes. Dans le secteur des services sans fil, l'effectif (équivalent temps plein) a augmenté de 576 personnes pour la même période afin de soutenir la croissance.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration ont diminué de 6,1 millions de dollars et de 45,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Les charges de restructuration constatées en 2007 concernent plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficience concurrentielle. La société s'attend à ce que les coûts de restructuration pour l'exercice complet 2007 se chiffrent à environ 25 millions de dollars.

BAIIA

Le BAIIA consolidé a augmenté de 34,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et il a diminué de 76,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge constatée relativement à l'option de règlement en espèces net liée aux options a augmenté de 27,4 millions de dollars et de 91,8 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a reculé, en raison principalement de l'incidence de la mise en œuvre du nouveau système de facturation et de service à la clientèle (comme il est décrit à la rubrique 4.2, « Capacités opérationnelles »). Le BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil s'est accru, l'accroissement du nombre d'abonnés ayant donné lieu à une hausse des produits tirés des services de réseau, mais il a été neutralisé en partie par l'augmentation des charges d'exploitation à l'appui de la croissance du nombre d'abonnés. L'augmentation au cours des neuf premiers mois tient à l'augmentation des frais d'acquisition liée à la hausse des ajouts bruts d'abonnés, et à l'accroissement des frais de fidélisation découlant de la mise en œuvre de la transférabilité des numéros de services sans fil.

Amortissement des immobilisations corporelles

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 6,7 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et il a diminué de 31,7 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation au troisième trimestre de 2007 tient compte d'un montant d'environ 20 millions de dollars au titre de la réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés au réseau. La diminution au cours des neuf premiers mois est en grande partie attribuable aux réductions de valeur constatées en 2006, qui ont été neutralisées en partie par les réductions de valeur constatées en 2007 ainsi que par l'amortissement dégressif, au deuxième trimestre de 2007, d'un montant de 1,5 million de dollars au titre des actifs liés à l'abandon des services fournis par AMP'D Mobile Canada. Les ajustements effectués à l'exercice 2006 reflétaient une réduction des

durées de service estimatives des serveurs informatiques et de l'ameublement, ainsi que la radiation de certains autres actifs liés au réseau.

Amortissement des actifs incorporels

L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 12,6 millions de dollars et de 23,9 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La mise en service d'un nouveau système de facturation et de service à la clientèle dans le secteur des services filaires en mars 2007 a entraîné une hausse de l'amortissement des actifs incorporels de 18,0 millions de dollars et de 36,0 millions de dollars, respectivement. L'amortissement dégressif d'un montant de 3,5 millions de dollars a été comptabilisé au deuxième trimestre de 2007, au titre des actifs liés à l'abandon des services fournis par AMP'D Mobile Canada. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la diminution de l'amortissement au titre d'autres logiciels qui sont entièrement amortis. De plus, au cours des neuf premiers mois de 2007 et de 2006, respectivement, des montants d'environ 5 millions de dollars et 12 millions de dollars relatifs aux crédits d'impôt à l'investissement ont été portés en réduction de la charge d'amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, après que le fisc a établi leur admissibilité.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 15,3 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et il a diminué de 68,5 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le bénéfice d'exploitation (ajusté) de manière à ne pas tenir compte de la charge constatée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options a progressé de 8,1 millions de dollars et de 99,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois. L'augmentation tient en grande partie à l'amélioration du BAIIA du secteur des services sans fil.

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
	8,0	4,0	100,0 %	30,3	17,9	69,3 %

Les autres charges ont augmenté de 4,0 millions de dollars et de 12,4 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La charge liée à la titrisation de créances s'est chiffrée à 7,2 millions de dollars et à 15,4 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, soit des résultats à la hausse de 3,5 millions de dollars et de 3,0 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. (Se reporter à la rubrique 7.6, « Vente de créances »). Au troisième trimestre de 2007, la société a passé en charges un montant d'environ 4 millions de dollars au titre des coûts divers liés à l'évaluation portant sur l'acquisition possible de BCE, évaluation sur laquelle la société s'est basée pour annoncer, en août, qu'elle ne comptait pas présenter une offre aux fins de l'acquisition de BCE. L'augmentation des charges au cours des neuf premiers mois de 2007 tient compte de la radiation, au deuxième trimestre, d'un montant de 11,8 millions de dollars au titre de la participation de la société dans AMP'D Mobile Inc.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	108,8	125,6	(13,4) %	354,9	378,1	(6,1) %
Pertes (gains) de change	3,5	(0,3)	n.s.	11,1	4,5	146,7 %
Intérêts créditeurs	(26,1)	(8,7)	n.s.	(35,0)	(11,5)	n.s.
	86,2	116,6	(26,1) %	331,0	371,1	(10,8) %

Les intérêts débiteurs ont diminué de 16,8 millions de dollars et de 23,2 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette diminution est principalement attribuable aux activités de financement au premier semestre de 2007 (se reporter à la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités de financement »), qui ont donné lieu à une baisse du taux d'intérêt effectif pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2007, ainsi qu'à la diminution du solde moyen de la dette au troisième trimestre, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. La baisse du taux d'intérêt effectif a été neutralisée en partie par l'augmentation du solde moyen de la dette pour les neuf premiers mois de 2007, car les titres de créance ont été émis en mars 2007, et les effets de commerce, en mai, avant le remboursement, le 1^{er} juin, de billets d'un montant de 1 483,3 millions de dollars (1 166,5 millions de dollars US) arrivés à échéance. La dette nette de la société,

telle qu'elle est calculée à la rubrique 11.4, se chiffrait à 6 121 millions de dollars au 30 septembre 2007, en baisse légèrement par rapport à 6 147 millions de dollars à l'exercice précédent.

La baisse des intérêts débiteurs au cours des neuf premiers mois de 2007 tient également compte d'un ajustement découlant de l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif pour comptabiliser les frais d'émission conformément au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* (comptabilisation et évaluation des instruments financiers). En mars 2007, la société a résilié des swaps de taux d'intérêt différés, et des intérêts payés d'avance d'environ 10 millions de dollars ont été reportés et seront amortis sur 10 ans, soit la durée de la nouvelle dette.

Les intérêts créditeurs se sont accrus de 17,4 millions de dollars et de 23,5 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006, en raison principalement de la constatation d'un montant plus élevé d'intérêts sur les remboursements d'impôt, ainsi que de la hausse des intérêts tirés des placements au cours des neuf premiers mois.

Impôts sur les bénéfices (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés aux taux d'imposition prévus par la loi, établis en fonction du bénéfice net avant impôts	164,6	150,7	9,2 %	373,8	388,0	(3,7) %
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(76,3)	(24,9)	n.s.	(76,3)	(23,9)	n.s.
Réévaluation du passif d'impôts futurs	(8,6)	—	n.s.	(36,5)	(107,0)	65,9 %
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	1,1	1,8	(38,9) %	(5,4)	4,9	n.s.
Autres	(2,2)	(1,1)	(100,0) %	(4,0)	(0,7)	n.s.
	78,6	126,5	(37,9) %	251,6	261,3	(3,7) %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	33,6	33,6	— pts	33,6	33,6	— pts
Taux effectifs (en %)	16,0	28,2	(12,2) pts	22,6	22,6	— pts

L'augmentation de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au troisième trimestre de 2007 et sa diminution au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, découlent principalement des variations comparables de 9,3 % et de (3,5) %, respectivement, du bénéfice avant impôts. Les taux d'imposition effectifs étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison du redressement favorable de questions fiscales touchant des exercices antérieurs et de la réévaluation du passif d'impôts futurs. La réévaluation du passif d'impôts futurs découle des réductions des taux d'imposition fédéraux futurs (aux deuxièmes trimestres de 2007 et de 2006), ainsi que des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires.

En supposant que seront maintenus le taux de bénéfice de TELUS ainsi que la structure d'entité juridique actuelle et qu'il n'y aura aucun changement significatif aux règlements sur les impôts, la société prévoit qu'elle sera en mesure d'utiliser la quasi-totalité de ses pertes autres qu'en capital avant la fin de 2007. Elle estime que le risque d'expiration avant utilisation de ces pertes autres qu'en capital est peu élevé. En vertu de la structure d'entité juridique actuelle, TELUS s'attend à payer un montant minime d'impôts en espèces en 2007, un montant plus élevé en 2008 et un montant important en 2009. Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial devrait être d'environ 33 % à 34 % pour 2007.

Part des actionnaires sans contrôle (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
	1,7	2,4	(29,2) %	4,5	7,1	(36,6) %

La part des actionnaires sans contrôle représente la participation d'actionnaires minoritaires dans plusieurs petites filiales.

Résultat étendu

Comme il est expliqué à la rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les conventions comptables », la société a adopté, avec prise d'effet à l'exercice 2007, les recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») concernant la comptabilisation du résultat étendu (chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*). À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste en grande partie, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la juste valeur des instruments financiers (se reporter à la rubrique 7.8). Le calcul du résultat par action se base sur le bénéfice net ainsi que sur le bénéfice afférent aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote, comme l'exigent les PCGR.

5.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Services locaux de transmission de la voix ¹	511,3	533,4	(4,1) %	1 559,0	1 592,3	(2,1) %
Services interurbains de transmission de la voix ²	181,3	199,1	(8,9) %	536,6	612,6	(12,4) %
Services de transmission de données ³	446,3	410,8	8,6 %	1 305,7	1 207,5	8,1 %
Autres	65,7	57,0	15,3 %	189,0	176,4	7,1 %
Produits d'exploitation externes	1 204,6	1 200,3	0,4 %	3 590,3	3 588,8	0,0 %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	29,7	23,5	26,4 %	83,5	71,8	16,3 %
Total des produits d'exploitation	1 234,3	1 223,8	0,9 %	3 673,8	3 660,6	0,4 %

1. Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix, après l'ajustement effectué de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des ajustements réglementaires comptabilisés au premier trimestre de 2007, ont diminué d'environ 48 millions de dollars ou 3 % au cours des neuf premiers mois de 2007.
2. Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix, après l'ajustement effectué de manière à ne pas tenir compte de l'incidence, au deuxième trimestre de 2007, de la conversion du système de facturation, ont diminué d'environ 63 millions de dollars ou 10 % au cours des neuf premiers mois de 2007.
3. Les produits tirés des services de transmission de données, après l'ajustement effectué de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des deux réductions de tarifs rétroactives causées par la concurrence au premier trimestre de 2007, ont augmenté d'environ 110 millions de dollars ou 9 % au cours des neuf premiers mois de 2007.

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 30 septembre		
	2007	2006	Variation
Lignes résidentielles d'accès au réseau	2 643	2 809	(5,9) %
Lignes commerciales d'accès au réseau	1 800	1 770	1,7 %
Total des lignes d'accès au réseau¹	4 443	4 579	(3,0) %

(en milliers)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Variation des lignes résidentielles d'accès au réseau	(42)	(39)	(7,7) %	(132)	(119)	(10,9) %
Variation des lignes commerciales d'accès au réseau	7	(1)	n.s.	27	7	n.s.
Variation du total des lignes d'accès au réseau	(35)	(40)	12,5 %	(105)	(112)	6,3 %

1. Le nombre de lignes d'accès au réseau est calculé à la fin de la période considérée à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.

Abonnés à Internet (en milliers)	Aux 30 septembre		
	2007	2006	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse	994,0	872,3	14,0 %
Abonnés à Internet commuté	164,6	205,5	(19,9) %
Total des abonnés aux services Internet¹	1 158,6	1 077,8	7,5 %

(en milliers)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	31,3	41,5	(24,6) %	77,3	109,3	(29,3) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(7,6)	(11,4)	33,3 %	(29,5)	(30,7)	3,9 %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet	23,7	30,1	(21,3) %	47,8	78,6	(39,2) %

1. Le nombre d'abonnés aux services Internet est calculé à la fin de la période considérée à l'aide du dénombrement des accès à Internet tiré du système de facturation et d'autres systèmes.

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires ont augmenté de 10,5 millions de dollars au troisième trimestre et de 13,2 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006.

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 22,1 millions de dollars et de 33,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ce recul découle principalement de la baisse des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés optionnels découlant de l'intensification de la concurrence visant les abonnés des services résidentiels, résultat qui a été neutralisé en partie par la croissance des services locaux d'affaires et par les hausses de tarifs permises en vertu de la réglementation. Le recul enregistré au cours des neuf premiers mois de 2007 a été neutralisé en partie par les recouvrements d'environ 14,5 millions de dollars au titre des comptes de report constatés au premier trimestre, qui ont neutralisé les ajustements rétroactifs obligatoires défavorables de tarifs liés aux services de base de transmission de données, lesquels découlent de deux décisions du CRTC (le « Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes »), et qui comprenaient le recouvrement de montants engagés précédemment au titre de la mise en œuvre obligatoire de la transférabilité des numéros locaux et des frais de démarrage.

La perte de lignes résidentielles résulte notamment de la concurrence accrue de la part des revendeurs et des concurrents qui offrent des services VoIP (y compris les câblodistributeurs, qui ont élargi leur couverture géographique et introduit des services téléphoniques assortis de tarifs moins élevés), ainsi que du remplacement de la technologie pour aller vers les services sans fil. Dans une moindre mesure, le nombre de lignes résidentielles secondaires a diminué en raison de la migration des abonnés à Internet commuté vers le service Internet haute vitesse. La perte de 42 000 lignes résidentielles au troisième trimestre de 2007 reflète une amélioration séquentielle par rapport à la perte de 56 000 lignes constatée au deuxième trimestre de 2007. La hausse nette du nombre de lignes commerciales s'est produite dans les régions urbaines de l'Ontario et du Québec où la société n'est pas l'entreprise titulaire.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 17,8 millions de dollars et de 76,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette diminution tient principalement à la baisse de la moyenne des tarifs à la minute (imputable à la concurrence au chapitre des prix dans l'ensemble de l'industrie) et à la diminution des volumes à la minute pour les lignes commerciales, neutralisées en partie par la hausse des volumes à la minute pour les lignes résidentielles. Par ailleurs, la société a constaté une réduction non récurrente d'environ 13 millions de dollars au deuxième trimestre de 2007, en raison des améliorations apportées au système, lesquelles fournissent à la direction des données plus exactes aux fins de l'estimation des produits gagnés, mais non facturés.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 35,5 millions de dollars et de 98,2 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette augmentation tient principalement aux produits accrus liés aux services Internet et aux services de transmission et d'hébergement de données améliorés, qui découlent de l'accroissement des services au marché des affaires et de la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse. Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète les marchés concurrentiels, ainsi que l'incidence du nouveau système de facturation et de service à la clientèle, lequel a réduit temporairement la capacité de traitement des commandes de la société au deuxième trimestre, et réduit cette capacité dans une moindre mesure au troisième trimestre. Les tarifs Internet haute vitesse ont été majorés de 1 \$ par mois au deuxième trimestre de 2006; ces hausses s'appliquent aux clients qui ne bénéficient pas de tarifs protégés et elles ont contribué à l'augmentation générale des produits moyens par abonné. Les produits tirés des services de gestion de données découlant de la prestation aux clients de services d'impartition des processus opérationnels et de la prestation aux consommateurs de services de divertissement numériques dans les marchés urbains plus importants où la société est l'entreprise titulaire, ont eux aussi augmenté.

Conformément à la Décision de télécom CRTC 2007-6 (concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique) et à la Décision de télécom CRTC 2007-10 (concernant les frais du dispositif d'extension du service de base), des réductions de tarifs rétroactives totalisant environ 11 millions de dollars ont été comptabilisées dans les produits d'exploitation tirés des services de transmission de données de base au premier trimestre de 2007. Les produits d'exploitation tirés des services de transmission de données au cours des neuf premiers mois de 2007 ont augmenté d'environ 110 millions de dollars ou 9 %, compte tenu de l'ajustement effectué de manière à ne pas tenir compte de l'incidence des deux réductions de tarifs causées par la concurrence.

- Les autres produits ont augmenté d'environ 8,7 millions de dollars et 12,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation est principalement attribuable à la diminution de la provision au titre des rabais tarifaires pour la qualité du service fourni, laquelle tient à l'amélioration de la qualité du service fourni, mesurée au moyen des indicateurs de qualité du service du CRTC, ainsi qu'aux décisions favorables du CRTC concernant les demandes d'exclusion liées au temps violent qui a sévi et à d'autres événements extraordinaires. Les ventes d'équipement de transmission de la voix ont augmenté au troisième trimestre, mais elles ont reculé au cours des neuf premiers mois.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services sans fil. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services sans fil.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif, avant l'option de règlement en espèces net liée aux options	425,2	416,8	2,0 %	1 282,1	1 247,0	2,8 %
Charge (recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options	(9,5)	—	—	143,6	—	—
Autres charges d'exploitation	345,9	325,7	6,2 %	1 013,4	964,5	5,1 %
Charges d'exploitation	761,6	742,5	2,6 %	2 439,1	2 211,5	10,3 %
Coûts de restructuration	6,4	11,7	(45,3) %	13,6	56,4	(75,9) %
Total des charges d'exploitation	768,0	754,2	1,8 %	2 452,7	2 267,9	8,1 %
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	771,1	742,5	3,9 %	2 295,5	2 211,5	3,8 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ¹	777,5	754,2	3,1 %	2 309,1	2 267,9	1,8 %
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période ²	25 828	22 876	12,9 %			

1. Exclut la charge (le recouvrement) au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options. Les charges d'exploitation (ajustées) et le total des charges d'exploitation (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation.

2. L'effectif (équivalent temps plein) qui fournit des services d'impartition aux clients de la société s'élevait à environ 5 820 personnes le 30 septembre 2007, et à environ 4 090 personnes le 30 septembre 2006. L'effectif (équivalent temps plein) responsable des autres activités a augmenté de 1 222 personnes ou 6,5 %.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services filaires a augmenté de 13,8 millions de dollars et de 184,8 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Les charges au troisième trimestre tiennent compte de coûts additionnels d'environ 8 millions de dollars (24 millions de dollars au cours des neuf premiers mois) liés à la conversion, en mars, du système de facturation et de service à la clientèle. Une tranche d'environ 2 millions de dollars de ces coûts additionnels (8 millions de dollars au cours des neuf premiers mois) a été inscrite dans les salaires et charges sociales des centres de contact client, et une tranche d'environ 6 millions de dollars (16 millions de dollars au cours des neuf premiers mois) visant principalement les coûts liés à la main-d'œuvre externe a été comptabilisée dans les autres charges d'exploitation. Les coûts liés à la main-d'œuvre externe pour les neuf premiers mois de 2007 tiennent compte de coûts d'environ 4 millions de dollars engagés relativement au travail en retard causé par le temps violent qui a sévi au début de 2007, ainsi qu'au titre des coûts engagés au deuxième trimestre en prévision des inondations prévues en Colombie-Britannique.

Charges d'exploitation :

- Les salaires, charges sociales et autres charges liées à l'effectif ont augmenté de 8,4 millions de dollars et de 35,1 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation découle principalement de l'accroissement de l'effectif et des hausses prévues au chapitre de la rémunération, neutralisé en partie par la diminution de la charge au titre du régime de retraite à prestations déterminées.
- Une charge hors trésorerie de 143,6 millions de dollars a été constatée au cours des neuf premiers mois de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Au troisième trimestre de 2007, un recouvrement de 9,5 millions de dollars a été comptabilisé au titre d'un ajustement du montant estimatif initial ainsi que des options confisquées au troisième trimestre.
- Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 20,2 millions de dollars et de 48,9 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation constatée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois est principalement imputable à la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe requise pour le soutien du système de facturation et de service à la clientèle, ainsi qu'aux coûts liés aux activités de réparation et d'installation visant à améliorer les niveaux de service. L'augmentation au cours du troisième trimestre provient aussi des coûts liés aux installations de réseau découlant de l'accroissement de la demande de la part des clients, à la hausse du coût des ventes ainsi qu'aux hausses inflationnistes. L'augmentation au cours des neuf premiers mois tient aussi aux coûts liés à la main-d'œuvre externe afin de faciliter l'élimination du travail en retard causé par le temps violent qui a sévi sur la côte ouest au début de 2007 ainsi qu'aux coûts engagés au deuxième trimestre en prévision des inondations prévues en Colombie-Britannique, neutralisés en partie par i) la diminution des frais de transit et de résiliation découlant de la baisse des tarifs à la minute, compensée en partie par la hausse des volumes à la minute d'appels sortants; ii) la diminution des charges découlant des décisions du CRTC concernant le dispositif d'extension du service de base et les frais de liaison d'accès aux réseaux; iii) la capitalisation accrue des coûts liés à la main-d'œuvre relatifs à la hausse des dépenses en immobilisations pour 2007.

Les coûts de restructuration en 2007 concernaient plusieurs initiatives secondaires s'inscrivant dans le cadre du programme d'efficacité concurrentielle et ils ont reculé de 5,3 millions de dollars et de 42,8 millions de dollars,

respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006.

BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %) – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
BAIIA	466,3	469,6	(0,7) %	1 221,1	1 392,7	(12,3) %
BAIIA (ajusté) ¹	456,8	469,6	(2,7) %	1 364,7	1 392,7	(2,0) %
Marge du BAIIA	37,8	38,4	(0,6) pt	33,2	38,0	(4,8) pts
Marge du BAIIA (ajustée)	37,0	38,4	(1,4) pt	37,1	38,0	(0,9) pt

1. Exclut une charge (un recouvrement) hors trésorerie de (9,5) millions de dollars et de 143,6 millions de dollars, respectivement, comptabilisée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA du secteur des services filaires pour 2007.

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 3,3 millions de dollars et de 171,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA (ajusté) du secteur des services filaires a reculé de 12,8 millions de dollars et de 28,0 millions de dollars, respectivement. Le recul du BAIIA ajusté tient principalement à l'incidence d'environ 8 millions de dollars et 37 millions de dollars, respectivement, de la conversion du système de facturation. Par ailleurs, les coûts à la hausse liés à la main-d'œuvre requise pour éliminer le travail en retard causé par le temps violent et les coûts liés aux préparatifs d'urgence se sont chiffrés à environ 4 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007.

5.5 Résultats du secteur des services sans fil

Produits d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Services de réseau	1 034,8	944,5	9,6 %	2 969,1	2 653,2	11,9 %
Équipement	70,5	65,9	7,0 %	184,2	184,4	(0,1) %
Produits d'exploitation externes	1 105,3	1 010,4	9,4 %	3 153,3	2 837,6	11,1 %
Produits d'exploitation tirés des activités intersectorielles	7,0	6,0	16,7 %	20,0	17,1	17,0 %
Total des produits d'exploitation	1 112,3	1 016,4	9,4 %	3 173,3	2 854,7	11,2 %

Indicateurs clés de l'exploitation – secteur des services sans fil (en milliers)	Aux 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées		
	2007	2006	Variation	les 30 septembre		
Abonnés – postpayés ¹	4 334,2	3 949,1	9,8 %			
Abonnés – prépayés	1 072,3	925,2	15,9 %			
Abonnés – total ²	5 406,5	4 874,3	10,9 %			
Population ³ couverte par les services numériques, y compris l'itinérance et la revente (en millions) ⁴	31,6	31,0	1,9 %			
	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Ajouts bruts d'abonnés – postpayés	217,1	215,8	0,6 %	609,6	601,2	1,4 %
Ajouts bruts d'abonnés – prépayés	145,8	116,7	24,9 %	403,3	312,7	28,9 %
Ajouts bruts d'abonnés – total	362,9	332,5	9,1 %	1 012,9	913,9	10,8 %
Ajouts nets d'abonnés – postpayés	98,2	108,6	(9,6) %	258,2	282,3	(8,5) %
Ajouts nets d'abonnés – prépayés	36,3	28,6	26,9 %	95,0	71,3	33,2 %
Ajouts nets d'abonnés – total	134,5	137,2	(2,0) %	353,2	353,6	(0,1) %
PMAA (en dollars) ⁵	64,80	65,67	(1,3) %	63,52	63,10	0,7 %
Taux de désabonnement, par mois (en %) ⁵	1,43	1,36	0,07 pt	1,41	1,33	0,08 pt
Produits à long terme par abonné (en dollars) ⁵	4 546	4 845	(6,2) %	4 515	4 744	(4,8) %
Frais d'acquisition ⁶ par ajout brut d'abonné (en dollars) ⁵	379	386	(1,8) %	412	402	2,5 %
Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné en pourcentage des produits à long terme par abonné (en %) ⁵	8,3	8,0	0,3 pt	9,1	8,5	0,6 pt
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	410	409	0,2 %	401	403	(0,5) %
BAIIA (en millions de dollars)	520,7	482,8	7,9 %	1 414,8	1 319,5	7,2 %
BAIIA (ajusté) ⁷ (en millions de dollars)	523,0	482,8	8,3 %	1 439,3	1 319,5	9,1 %
BAIIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	50,3	51,1	(0,8) pt	47,7	49,7	(2,0) pts
BAIIA (ajusté) en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	50,5	51,1	(0,4) pt	48,5	49,7	(1,2) pt
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ⁵	6,3	6,7	(0,4) pt	7,2	6,4	0,8 pt
BAIIA, à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars) ⁵	658,1	611,4	7,6 %	1 832,1	1 686,9	8,6 %
BAIIA (ajusté), à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars)	660,4	611,4	8,0 %	1 856,6	1 686,9	10,1 %
pt(s) – point(s) de pourcentage						
1. Un ajustement non récurrent a été apporté au poste Abonnés – postpayés. Le nombre cumulatif d'abonnés a été réduit d'environ 2 600 au cours de la période, de manière à tenir compte de l'interruption du service de réseau offert aux abonnés des services de transmission de données par paquets sur réseau cellulaire (CDPD) avec prise d'effet le 31 janvier 2007.						
2. Le nombre d'abonnés est établi à la fin de la période de présentation, compte tenu des renseignements tirés des systèmes de facturation.						
3. Par « population » on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.						
4. Au 30 septembre 2007, la population couverte par les services numériques SCP des services sans fil de TELUS comprenait la population couverte élargie d'environ 7,5 millions de personnes découlant des ententes de services d'itinérance et de revente conclues principalement avec Bell Mobilité (Bell Canada).						
5. Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.						
6. Frais d'acquisition.						
7. Exclut une charge hors trésorerie de 2,3 millions de dollars et de 24,5 millions de dollars, respectivement, comptabilisée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA du secteur des services sans fil pour 2007.						

Les produits tirés du secteur des services sans fil ont augmenté de 95,9 millions de dollars et de 318,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 90,3 millions de dollars et de 315,9 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation est attribuable à la croissance de 10,9 % des abonnés au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont accrus de 40,9 % pour s'établir à 7,20 \$ au troisième trimestre, et de 50,7 % pour s'établir à 6,69 \$ au cours des neuf premiers mois de 2007, comparativement à 5,11 \$ et à 4,44 \$, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006, et le total des PMAA a reculé de 87 cents au troisième trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006. La variation est attribuable à la réorientation de la gamme de produits, qui tient aux ajouts nets d'abonnés des services prépayés ainsi qu'aux services iDEN, et à la diminution des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 57,60 \$ au troisième trimestre de 2007, en baisse de 2,96 \$ ou 4,5 % par rapport à la période correspondante de 2006. Ce résultat découle principalement du plus grand nombre de forfaits minutes incluses, le nombre moyen de minutes par abonné par mois, qui se chiffre à 410, étant demeuré relativement stable, ainsi que de l'intensification de la concurrence au chapitre des tarifs dans les segments des services d'affaires et des services à rabais. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix au cours des neuf premiers mois de 2007 se sont pour leur part établis à 56,83 \$, en baisse de 1,83 \$ ou 3,1 %.

Les produits tirés des services de transmission de données au troisième trimestre de 2007 ont augmenté à 11,1 % des produits tirés des services de réseau ou 115,9 millions de dollars, par rapport à 7,8 % des produits tirés des services de réseau ou 74,1 millions de dollars au troisième trimestre de 2006. Ce résultat reflète un taux de croissance de 56,3 %. Les produits tirés des services de transmission de données au cours des neuf premiers mois de 2007 ont augmenté à 10,6 % des produits tirés des services de réseau ou 315,3 millions de dollars, par rapport à 7,0 % des produits tirés des services de réseau ou 188,2 millions de dollars à la période correspondante de 2006. Ce résultat reflète un taux de croissance de 67,6 %. Cette croissance, qui découle du passage continu vers les PDA (assistants numériques) à fonctions complètes et les appareils compatibles avec la technologie EVDO, ainsi que de la plus grande couverture EVDO, concerne principalement la messagerie textuelle, les activités de navigation Internet ainsi que les produits tirés des services liés au téléphone BlackBerry de RIM.

Au 30 septembre 2007, les abonnés des services postpayés comptaient pour 80,2 % du total cumulatif des abonnés, soit un résultat en baisse légère par rapport à 81,0 % à l'exercice précédent. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au troisième trimestre de 2007, qui s'élèvent à 98 200, se sont établis à 73,0 % de tous les ajouts nets, comparativement à 108 600 ou 79,2 % de tous les ajouts nets à la période correspondante de 2006. Les ajouts nets d'abonnés des services postpayés au cours des neuf premiers mois de 2007, qui s'élèvent à 258 200, se sont établis à 73,1 % de tous les ajouts nets, par rapport à 282 300 ou 79,8 % de tous les ajouts nets à la période correspondante de 2006. Le total des ajouts nets d'abonnés est demeuré solide au troisième trimestre et a diminué légèrement au cours des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006, car la croissance des ajouts nets d'abonnés des services prépayés a grandement neutralisé la baisse des ajouts nets d'abonnés des services postpayés.

Le taux de désabonnement combiné a augmenté au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés s'est établi à environ un pour cent au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, soit un résultat légèrement supérieur à celui enregistré aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le taux de désabonnement des services prépayés a augmenté légèrement au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Les débranchements ont totalisé 228 400 au troisième trimestre de 2007 et 659 700 pour les neuf premiers mois de 2007, par rapport à 195 300 et à 560 300, respectivement, aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La transférabilité des numéros de services sans fil a continué d'influer sur les résultats au chapitre des désabonnements et des débranchements au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, mais le taux de désabonnement de 1,43 % s'est amélioré légèrement par rapport à 1,45 % au deuxième trimestre de 2007, et ce malgré la diminution des frais de fidélisation dont il est fait mention ci-dessous.

- Les produits tirés des ventes d'équipement, des locations et des services ont augmenté de 4,6 millions de dollars au troisième trimestre et ils ont diminué de 0,2 million de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation au troisième trimestre tient à la hausse des ajouts bruts d'abonnés et aux produits connexes tirés des appareils et des accessoires. La faible baisse enregistrée au cours des neuf premiers mois est principalement imputable à l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés, neutralisé par l'augmentation des frais de fidélisation tenant à l'augmentation des rabais accordés dans le cadre des programmes de rachat d'appareils. Les ajouts bruts d'abonnés se sont chiffrés à 362 900 au troisième trimestre de 2007 et à 1 012 900 au cours des neuf premiers mois de 2007, contre 332 500 et 913 900, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation des ajouts bruts tient compte de l'incidence de l'intensification des promotions et de la concurrence liées aux appels entrants résultant de la mise en œuvre de la transférabilité des

numéros de services sans fil. Les produits tirés des appareils liés aux ajouts bruts d'abonnés sont compris dans les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné.

- Les produits des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services sans fil au secteur des services filaires. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d'exploitation – secteur des services sans fil (en millions de dollars, sauf l'effectif)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	163,3	148,2	10,2 %	475,3	411,3	15,6 %
Charges d'exploitation des services de réseau	131,7	114,9	14,6 %	373,0	332,4	12,2 %
Frais de marketing	104,4	102,0	2,4 %	319,8	287,8	11,1 %
Frais généraux et d'administration	192,2	167,7	14,6 %	589,7	500,2	17,9 %
Charges d'exploitation	591,6	532,8	11,0 %	1 757,8	1 531,7	14,8 %
Coûts de restructuration	—	0,8	(100,0) %	0,7	3,5	(80,0) %
Total des charges d'exploitation	591,6	533,6	10,9 %	1 758,5	1 535,2	14,5 %
Charges d'exploitation (ajustées) ¹	589,3	532,8	10,6 %	1 733,3	1 531,7	13,2 %
Total des charges d'exploitation (ajusté) ¹	587,0	533,6	10,0 %	1 734,0	1 535,2	12,9 %
Effectif (équivalent temps plein) à la fin de la période	7 454	6 878	8,4 %			

1. Exclut une charge hors trésorerie de 2,3 millions de dollars et de 24,5 millions de dollars, respectivement, comptabilisée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Les charges d'exploitation (ajustées) et le total des charges d'exploitation (ajusté) sont régulièrement communiqués au principal responsable de l'exploitation.

Le total des charges d'exploitation du secteur des services sans fil a augmenté de 58,0 millions de dollars et de 223,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le total des charges d'exploitation ajusté de manière à ne pas tenir compte de la charge au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options comptabilisée en 2007 a augmenté de 55,7 millions de dollars et de 198,8 millions de dollars, respectivement, pour promouvoir, conserver et soutenir la croissance de 10,9 % du nombre d'abonnés sur 12 mois et la hausse de 11,9 % des produits tirés des services de réseau au cours des neuf premiers mois de 2007.

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté de 15,1 millions de dollars et de 64,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ce résultat découle principalement d'une augmentation des ajouts bruts d'abonnés et de l'accroissement des activités visant à fidéliser les clients liées à la transférabilité des numéros de services sans fil, ainsi qu'à la plus grande gamme de produits de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la baisse des coûts des appareils découlant de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au troisième trimestre de 2007. Les coûts des appareils, y compris l'équipement de transmission de données, liés aux ajouts bruts d'abonnés sont compris dans les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné.
- Les charges d'exploitation des services de réseau se sont accrues de 16,8 millions de dollars et de 40,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Cette augmentation est principalement imputable à la hausse des produits partagés avec des tiers fournisseurs de services de contenu de données, aux coûts liés aux licences d'utilisation concernant les services de transmission de données, aux charges liées aux stations pour tenir compte de l'augmentation du nombre de stations cellulaires, à la hausse du nombre d'abonnés, ainsi qu'à l'augmentation des frais d'itinérance au Canada et aux États-Unis. Les charges au cours des neuf premiers mois de 2007 sont présentées déduction faite d'une réduction découlant de la Décision 2007-6 du CRTC concernant les frais de liaison d'accès au réseau numérique de détail.
- Les frais de marketing se sont accrues de seulement 2,4 millions de dollars ou 2,4 % au troisième trimestre, par rapport à 2006, afin de soutenir la hausse de 9,1 % des ajouts bruts d'abonnés reflétant l'efficacité au chapitre des frais de marketing. Au cours des neuf premiers mois, les frais de marketing ont augmenté de 32,0 millions de dollars, par rapport à 2006, en raison principalement de la hausse des frais de publicité et de promotion découlant de la transférabilité des numéros de services sans fil, et de l'augmentation de la rémunération versée aux détaillants liée à l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés et aux activités accrues de fidélisation de la clientèle. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont diminué de 7 \$ ou de 2,1 % au troisième trimestre, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ce résultat tient au fait que la hausse des unités de données exprimées en pourcentage du total des ajouts bruts d'abonnés a été neutralisée par un tarif favorable lié aux ajouts bruts d'abonnés des services prépayés. Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné se sont accrues de 10 \$ ou 2,5 % au cours des neuf premiers mois de 2007, en raison principalement du financement plus élevé sur les unités de données, de la hausse des frais de publicité et de promotion engagés relativement au lancement de nouveaux produits, et des dépenses liées à la transférabilité des numéros de services sans fil. Les frais d'acquisition se sont

chiffrés à 137,4 millions de dollars et à 417,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport à 128,6 millions de dollars et à 367,4 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 6,3 % au troisième trimestre, soit un résultat en baisse par rapport à 6,7 % à la période correspondante de 2006, les efforts déployés ayant continué à porter principalement sur le renouvellement des contrats conclus avec des clients de grande valeur. Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 7,2 % au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport à 6,4 % à la période correspondante de 2006, résultat qui est en grande partie attribuable à l'incidence de la transférabilité des numéros de services sans fil. Les produits à long terme par abonné ont diminué au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison de la hausse du taux de désabonnement et de la baisse de PMAA. Par conséquent, les frais d'acquisition exprimés en pourcentage des produits à long terme ont augmenté au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007. Les produits à long terme par abonné et les frais d'acquisition exprimés en pourcentage des produits à long terme se sont améliorés de 156 \$ et de 1,4 point, respectivement, par rapport au deuxième trimestre de 2007.

- Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 24,5 millions de dollars et de 89,5 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. En excluant la charge hors trésorerie au titre des options sur actions attribuées avant 2005, les frais généraux et d'administration ont augmenté de 22,2 millions de dollars et de 65,0 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007. Ces augmentations tiennent principalement à la hausse de 8,4 % du nombre d'employés, qui visait à soutenir la croissance des produits tirés des services de réseau, l'augmentation du nombre d'abonnés ainsi que l'expansion des équipes du service à la clientèle au sein des magasins de détail dont la société est propriétaire afin d'assurer la gestion des niveaux de service à la clientèle.
- Les coûts de restructuration au cours des neuf premiers mois de 2007 concernent le programme d'efficacité opérationnelle de la société.

Secteur des services sans fil BAIIA (en millions de dollars) et marge du BAIIA (en %)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminés les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
BAIIA	520,7	482,8	7,9 %	1 414,8	1 319,5	7,2 %
BAIIA (ajusté) ¹	523,0	482,8	8,3 %	1 439,3	1 319,5	9,1 %
Marge du BAIIA	46,8	47,5	(0,7) pt	44,6	46,2	(1,6) pt
Marge du BAIIA (ajustée)	47,0	47,5	(0,5) pt	45,4	46,2	(0,8) pt

1. Exclut une charge hors trésorerie de 2,3 millions de dollars et de 24,5 millions de dollars, respectivement, comptabilisée au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation, et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007.

Le BAIIA du secteur des services sans fil a augmenté de 37,9 millions de dollars et de 95,3 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Le BAIIA (ajusté) s'est accru de 40,2 millions de dollars et de 119,8 millions de dollars, respectivement, en raison de la croissance des produits tirés des services de réseau, qui a été neutralisée en partie par l'augmentation des frais d'acquisition par ajout brut d'abonné, par la hausse des frais de fidélisation découlant de l'accroissement des mises à niveau d'appareils de transmission de données, par l'augmentation des coûts liés au réseau, ainsi que par l'accroissement des frais généraux et d'administration pour soutenir la croissance du nombre d'abonnés. Le BAIIA au troisième trimestre de 2007 représente une amélioration séquentielle de 70,0 millions de dollars par rapport au BAIIA comptabilisé au deuxième trimestre de 2007. La marge du BAIIA (ajustée) représente pour sa part une amélioration séquentielle de 4,1 points de pourcentage au troisième trimestre de 2007.

6. Situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007.

(en millions de dollars)	30 sept. 2007	31 décembre 2006 (ajusté)	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	1,0	(11,5)	12,5	n.s.	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Placements à court terme	44,1	110,2	(66,1)	(60,0) %	Liquidation de certains placements constitués de l'excédent de trésorerie.
Débiteurs	590,7	707,2	(116,5)	(16,5) %	Réduction de 50 millions de dollars en raison de l'augmentation nette des créances titrisées (se reporter à la rubrique 7.6), diminution du délai moyen de recouvrement du secteur des services filaires, et réception des incitations à la prise à bail découlant du renouvellement de baux.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	269,0	95,4	173,6	182,0 %	Augmentation des économies et des intérêts à recevoir par suite des redressements favorables liés à des exercices antérieurs, déduction faite de la réception d'un remboursement d'environ 10 millions de dollars et des intérêts.
Stocks	170,6	196,4	(25,8)	(13,1) %	Principalement une réduction saisonnière des stocks d'appareils sans fil, déduction faite d'une augmentation des stocks de produits en cours.
Frais payés d'avance et autres	209,0	195,3	13,7	7,0 %	Principalement le paiement anticipé des taxes foncières annuelles et des frais d'accès au réseau, déduction faite de l'amortissement.
Tranche à court terme des actifs dérivés	16,4	40,4	(24,0)	(59,4) %	Principalement le montant net des nouveaux swaps sur actions réglés en espèces, neutralisé par l'échéance des swaps de devises liés aux billets arrivés à échéance le 1 ^{er} juin 2007.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 438,5	1 363,6	74,9	5,5 %	Principalement une augmentation du passif au titre de l'option de règlement en espèces net liée aux options et un accroissement des intérêts payables, neutralisés en partie par une diminution des créditeurs au titre des stocks et des dépenses en immobilisations, ainsi que la réduction de certaines charges à payer au titre du rabais tarifaire pour la qualité du service fourni.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	5,1	10,3	(5,2)	(50,5) %	Versements périodiques effectués.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	32,1	53,1	(21,0)	(39,5) %	Les paiements au titre des programmes précédents et actuels excédaient les nouvelles obligations.
Dividendes à payer	123,4	—	123,4	n.s.	Dividendes payables le 30 septembre et versés le 1 ^{er} octobre, soit la date de versement des dividendes. Se reporter à la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités de financement ».
Facturation par anticipation et dépôts de clients	614,5	606,3	8,2	1,4 %	Principalement une augmentation des dépôts de clients et de la facturation dans le secteur des services sans fil, déduction faite des reprises découlant des produits reportés liés au plafonnement des prix.
Tranche à court terme de la dette à long terme	6,0	1 433,5	(1 427,5)	(99,6) %	Remboursement des billets en dollars américains échus le 1 ^{er} juin et des billets à moyen terme de TCI arrivés à échéance en février.
Tranche à court terme des passifs dérivés	13,6	165,8	(152,2)	(91,8) %	Échéance des swaps de devises liés au billet arrivant à échéance le 1 ^{er} juin, neutralisée en partie par les modifications apportées aux contrats de change à terme en dollars américains.
Tranche à court terme des impôts futurs	426,5	137,2	289,3	n.s.	Augmentation des écarts temporaires liés aux actifs et passifs à court terme ainsi que du revenu imposable tiré d'une société de personnes qui sera attribué au cours des 12 prochains mois. Le bilan au 31 décembre 2006 comprend le reclassement d'une tranche de 44 millions de dollars des impôts futurs à long terme. Se reporter à la note 2 c) des états financiers consolidés intermédiaires.
Fonds de roulement¹	(1 358,9)	(2 436,4)	1 077,5	44,2 %	Principalement le remboursement de la dette à long terme arrivée à échéance le 1 ^{er} juin, au moyen du produit de la nouvelle dette à long terme. Se reporter à la rubrique 7.3, « Sorties liées aux activités de financement ».
1. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Suite du tableau de la page précédente.

(en millions de dollars)	30 sept. 2007	31 décembre 2006		Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
		(ajusté)	Variation		
Immobilisations corporelles, montant net	11 099,5	10 982,1	117,4	1,1 %	Se reporter à la rubrique 5.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels », ainsi qu'à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement ».
Autres actifs					
Frais reportés	1 098,2	956,6	141,6	14,8 %	Principalement les cotisations aux régimes de retraite et les montants recouverts au titre des régimes de retraite en raison des rendements favorables des actifs des régimes.
Placements	30,3	35,2	(4,9)	(13,9) %	Comprend la radiation d'un montant de 11,8 millions de dollars au titre de la participation dans AMP'D Mobile, Inc., déduction faite des nouveaux placements et des ajustements à la juste valeur.
Écart d'acquisition	3 168,5	3 169,5	(1,0)	0,0 %	—
Dettes à long terme	4 496,6	3 474,7	1 021,9	29,4 %	Comprend des billets émis en mars, des effets de commerce émis en vertu d'un programme mis en œuvre en mai, et une augmentation des facilités bancaires utilisées, neutralisés en partie par une réduction de la valeur de conversion en dollars canadiens des billets libellés en dollars américains échéant en 2011. Au 31 décembre 2006, la tranche à court terme de la dette à long terme se chiffrait à 1 433,5 millions de dollars.
Autres passifs à long terme	1 760,8	1 257,3	503,5	40,0 %	Principalement des variations des taux de change et un ajustement de la juste valeur des passifs dérivés liés aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011.
Impôts futurs	1 076,8	1 023,3	53,5	5,2 %	Augmentation des écarts temporaires des actifs et passifs à long terme.
Part des actionnaires sans contrôle	23,8	23,6	0,2	0,8 %	—
Capitaux propres					
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	6 679,6	6 928,1	(248,5)	(3,6) %	Diminution se répartissant principalement comme suit : dépenses de 602,4 millions de dollars au titre de RCNA; dividendes de 374,3 millions de dollars; montants transitoires au titre du cumul des autres éléments du résultat étendu de 176,2 millions de dollars; partiellement neutralisés par les éléments suivants : bénéfice net de 857,7 millions de dollars; autres éléments du résultat étendu de 59,1 millions de dollars.

7. Situation de trésorerie et sources de financement

7.1 Rentrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
		831,8	570,4	45,8 %	2 354,3	2 056,5

Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 261,4 millions de dollars et de 297,8 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- L'augmentation du BAIIA de 34,6 millions de dollars au troisième trimestre de 2007, et la baisse du BAIIA de 76,3 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006 (comme il est décrit à la rubrique 5, « Résultats d'exploitation »);
- La hausse de 17,5 millions de dollars des paiements au titre de la rémunération à base d'actions en sus de la charge comprise dans le BAIIA au troisième trimestre de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, ce qui se traduit par une réduction des flux de trésorerie. La charge de rémunération à base d'actions en sus des

paiements au cours des neuf premiers mois de 2007 a augmenté de 91,1 millions de dollars, par rapport à la période correspondante de 2006, ce qui se traduit par une hausse des flux de trésorerie;

- La baisse des cotisations patronales aux régimes de retraite à prestations déterminées des salariés de 9,9 millions de dollars et de 36,8 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006, qui tient principalement à la mise à jour des évaluations actuarielles;
- La hausse des intérêts payés de 28,1 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et la baisse de 14,4 millions au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. La hausse au troisième trimestre est principalement imputable à l'émission, en mars 2007, de nouveaux titres de créance pour lesquels les intérêts sont payables semestriellement, en septembre, ainsi qu'au recours à des effets de commerce au troisième trimestre de 2007. La baisse au cours des neuf premiers mois tient aux montants payés au deuxième trimestre de 2006, lesquels incluaient un montant de 31,2 millions de dollars lié à la résiliation de swaps de devises ainsi que le paiement d'une tranche des intérêts débiteurs relatifs à une décision de justice au titre d'une poursuite liée à une affaire de remboursement d'obligations de BC TEL remontant à 1997, facteurs neutralisés en partie par le remboursement de swaps de taux d'intérêt différés au premier trimestre de 2007;
- Le recul des intérêts reçus de 15,0 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, qui tient principalement aux intérêts reçus sur les remboursements d'impôt au premier trimestre de 2006;
- La diminution de 93,5 millions de dollars des impôts reçus, déduction faite des versements échelonnés, au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport à la période correspondante de 2006, en raison principalement du recouvrement d'un montant d'impôts à recevoir au premier trimestre de 2006;
- La hausse nette de 50 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport à une réduction de 185 millions de dollars et de 150 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Par conséquent, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont accrus de 235 millions de dollars et de 200 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, comparativement aux périodes correspondantes de 2006. Se reporter à la rubrique 7.6, « Vente de créances »;
- Les rentrées de 10,7 millions de dollars et de 66,1 millions de dollars, respectivement, découlant de la réduction des placements à court terme au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, ce qui se traduit par une augmentation des flux de trésorerie de 109,5 millions de dollars et de 164,9 millions de dollars, respectivement, par rapport à des sorties de 98,8 millions de dollars au titre des placements à court terme au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2006;
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes respectives.

7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
		430,0	451,0	(4,7) %	1 300,1	1 253,2

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 21,0 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 et ont augmenté de 46,9 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. La diminution au troisième trimestre est principalement attribuable au montant de 25 millions de dollars constaté en 2006 au titre des acquisitions. L'augmentation au cours des neuf premiers mois tient principalement à l'accroissement des dépenses en immobilisations (voir ci-dessous), neutralisé en partie par un montant de 44,5 millions de dollars constaté en 2006 au titre des acquisitions et par les variations des autres activités d'investissement.

Les actifs en construction se chiffraient à 655,2 millions de dollars au 30 septembre 2007, en baisse de 70,2 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2006. Cette baisse reflète principalement le transfert d'un montant de 342,1 millions de dollars aux actifs incorporels amortissables au premier trimestre de 2007, lequel découle de la mise en service de certaines phases du nouveau système de facturation et de service à la clientèle consolidé dans le secteur des services filaires, déduction faite de la hausse des autres actifs en construction au cours de 2007.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf les ratios, qui sont présentés en %)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
	Secteur des services filaires	302,6	311,4	(2,8) %	882,0	881,8
Secteur des services sans fil	131,5	112,5	16,9 %	415,8	321,4	29,4 %
TELUS – dépenses en immobilisations consolidées	434,1	423,9	2,4 %	1 297,8	1 203,2	7,9 %
Ratio d'intensité des dépenses en immobilisations ¹	18,8	19,2	(0,4) pt	19,2	18,7	0,5 pt
BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations ²	552,9	528,5	4,6 %	1 338,1	1 509,0	(11,3) %
BAIIA (ajusté) déduction faite des dépenses en immobilisations ²	545,7	528,5	3,3 %	1 506,2	1 509,0	(0,2) %

1. L'intensité des dépenses en immobilisations est mesurée par la division des dépenses en immobilisations par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

2. Se reporter à la rubrique 11.1, « BAIIA », pour le calcul et pour une description.

Les dépenses en immobilisations ont augmenté de 10,2 millions de dollars et de 94,6 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations est demeuré inchangé et représente environ 19 % des produits d'exploitation consolidés en 2007 et en 2006. Le BAIIA (ajusté) de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, a augmenté de 10,4 millions de dollars au troisième trimestre de 2007, comparativement à la période correspondante de 2006, car la croissance du BAIIA (ajusté) du secteur des services sans fil a excédé l'augmentation des dépenses en immobilisations de ce secteur.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont diminué de 8,8 millions de dollars au troisième trimestre et augmenté de 0,2 million de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Les dépenses liées au développement du système de facturation et de service à la clientèle ont reculé au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006, en raison de la mise en service du système en Alberta en mars 2007. L'augmentation des dépenses en immobilisations tient compte des investissements initiaux effectués afin de soutenir les nouvelles entreprises clientes et les dépenses engagées relativement au maintien du réseau, ainsi que la croissance des activités exercées en tant qu'entreprise autre qu'une entreprise titulaire. L'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires s'est située entre 24 % et 25 % au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007 et de 2006. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 339,1 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, soit un résultat en baisse de 33,6 % par rapport à la période correspondante de 2006. Les flux de trésorerie du secteur des services filaires basés sur le BAIIA (ajusté) se sont établis à 482,7 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, en baisse de 5,5 % par rapport à la période correspondante de 2006.
- Les dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil ont augmenté de 19,0 millions de dollars et de 94,4 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006. Ces hausses découlent principalement de l'amélioration continue de la capacité et de la couverture des services sans fil numériques. L'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services sans fil s'est élevée à 11,8 % au troisième trimestre et à 13,1 % au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport à 11,1 % et à 11,3 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services sans fil se sont chiffrés à 389,2 millions de dollars au troisième trimestre et à 999,0 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, soit un résultat en hausse de 5,1 % au cours du trimestre et un résultat inchangé au cours de la période de neuf mois. Les flux de trésorerie du secteur des services sans fil basés sur le BAIIA (ajusté) se sont établis à 391,5 millions de dollars et à 1 023,5 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, soit des résultats en hausse de 5,7 % et de 2,5 %, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2006.

7.3 Sorties liées aux activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre			Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre		
	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
		403,0	126,2	n.s.	1 041,7	837,3

Les sorties liées aux activités de financement ont augmenté de 276,8 millions de dollars et de 204,4 millions de dollars, respectivement, au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2007, par rapport aux périodes correspondantes de 2006 :

- Le produit tiré de l'émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote s'est chiffré à 0,1 million de dollars au troisième trimestre de 2007 et à 0,7 million de dollars au cours des neuf premiers mois de 2007, par rapport à 37,2 millions de dollars et à 82,9 millions de dollars, respectivement, aux périodes correspondantes de 2006. La diminution est principalement imputable à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005, ainsi qu'à l'application, en mai 2006, du règlement en capitaux propres nets.
- Les dividendes en espèces versés aux actionnaires se sont élevés à néant au troisième trimestre de 2007, car le dividende déclaré a été versé le lundi 1^{er} octobre 2007. Au troisième trimestre de 2006, les dividendes en espèces de 93,8 millions ont été versés aux actionnaires à la fin de septembre et comptabilisés au troisième trimestre, car la date de versement des dividendes, soit le 1^{er} octobre 2006, a coïncidé avec le week-end. Les dividendes en espèces versés aux actionnaires se sont chiffrés à 250,9 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2007, par rapport à 284,5 millions de dollars à la période correspondante de 2006. Cette baisse tient principalement aux différentes dates de paiement des dividendes au troisième trimestre, et elle a été neutralisée en partie par une hausse du taux de dividende applicable aux dividendes versés en 2007. Les résultats au quatrième trimestre de 2007 devraient refléter le versement des dividendes déclarés pour les troisième et quatrième trimestres.
- L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités renouvelée (la « troisième offre ») de la société est entrée en vigueur le 20 décembre 2006 et elle prendra fin le 19 décembre 2007. Au 30 septembre 2007, la société avait racheté 22 % du nombre maximal de 12 millions d'actions ordinaires, et 67 % du nombre maximal de 12 millions d'actions sans droit de vote, pouvant être rachetées en vertu de cette offre. Entre le 20 décembre 2004 et le 30 septembre 2007, TELUS a racheté environ 19,0 millions d'actions ordinaires et 30,9 millions d'actions sans droit de vote pour un montant de 2,37 milliards de dollars, en vertu des trois offres publiques de rachat dans le cours normal des activités. La société a l'intention de renouveler en décembre l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour 2008.

Le tableau suivant illustre les achats effectués en vertu des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités trimestrielles de 2007 et de 2006.

Offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

Par offre	Actions rachetées			Coût d'achat (en millions de dollars)		
	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Total	Imputé au capital-actions ¹	Imputé aux bénéfices non répartis ²	Payé
Deuxième offre (2006)						
Premier trimestre	1 783 300	3 334 500	5 117 800	93,3	138,3	231,6
Deuxième trimestre	2 913 600	2 643 300	5 556 900	93,0	156,4	249,4
Troisième trimestre	743 700	1 328 600	2 072 300	37,9	81,8	119,7
Neuf premiers mois	5 440 600	7 306 400	12 747 000	224,2	376,5	600,7
Troisième offre (2007)						
Premier trimestre	1 975 000	1 530 000	3 505 000	57,8	142,9	200,7
Deuxième trimestre	330 000	2 367 300	2 697 300	55,0	114,5	169,5
Troisième trimestre	349 900	3 967 100	4 317 000	89,6	142,6	232,2
Neuf premiers mois	2 654 900	7 864 400	10 519 300	202,4	400,0	602,4
1. Représente la valeur comptable des actions rachetées						
2. Représente le coût en sus de la valeur comptable des actions rachetées						

- En mars 2007, la société a procédé à une émission importante de titres de créance venant à échéance dans cinq ans et dans dix ans :

Billets en dollars canadiens échéant en 2012 : La société a procédé à un appel public à l'épargne visant des billets à 4,50 % de série CC d'une valeur de 300 millions de dollars, au prix de 999,91 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ de capital.

Billets en dollars canadiens échéant en 2017 : La société a procédé à un appel public à l'épargne visant des billets à 4,95 % de série CD d'une valeur de 700 millions de dollars, au prix de 999,53 \$ pour chaque tranche de 1 000,00 \$ de capital.

Les billets sont remboursables au gré de la société, et ils peuvent être remboursés en totalité n'importe quand, ou en partie de temps à autre, moyennant un avis préalable d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, pour un prix de

remboursement égal au plus élevé i) de la valeur actualisée des billets, actualisée au taux de rendement des obligations du gouvernement canadien majoré de 15 points de base dans le cas des billets échéant en 2012 et de 24 points de base dans le cas des billets échéant en 2017, ou ii) de la totalité du montant en capital des billets. Par ailleurs, les intérêts courus et impayés, le cas échéant, seront payés à la date de remboursement prévue.

- Le 15 mai 2007, TELUS a mis en œuvre un programme d'effets de commerce non garantis, qui est garanti par une tranche de sa facilité de crédit, ce qui lui permet d'émettre des effets de commerce d'un montant maximal de 800 millions de dollars (ou l'équivalent en dollars américains), dont le produit sera utilisé aux fins générales de la société. L'encours des effets de commerce au 30 septembre 2007 totalisait 293,9 millions de dollars, soit une baisse de 369,6 millions de dollars par rapport au 30 juin 2007.
- Au cours du troisième trimestre de 2007, les prélèvements sur les facilités bancaires sont passés de néant au 30 juin 2007 à 200 millions de dollars au 30 septembre, soit une hausse de 80 millions de dollars depuis le 31 décembre 2006.
- Les remboursements de dette en 2007 se composaient du remboursement de 1 483,3 millions de dollars au titre des billets à 7,50 % de 1 166,5 millions de dollars US arrivés à échéance le 1^{er} juin et du remboursement d'une tranche de 70 millions de dollars des billets à moyen terme à 7,10 % de TCI arrivés à échéance en février.

Les obligations prévues au titre des remboursements de la dette à long terme, y compris les montants de couvertures connexes, calculées en fonction de l'encours de cette dette au 30 septembre 2007, s'établissent comme suit pour chacun des cinq exercices se terminant le 31 décembre. Les montants illustrés ne tiennent pas compte des obligations de paiement des intérêts :

Tranches de la dette à long terme arrivant à échéance

(en millions de dollars)	Capital	Passif dérivé	Total ¹
2007 (reste de l'exercice)	1,2	—	1,2
2008	5,6	—	5,6
2009	1,5	—	1,5
2010	80,8	—	80,8
2011	1 916,1	1 035,5	2 951,6

1. Le cas échéant, les remboursements de capital reflètent les taux de change au 30 septembre 2007.

7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Au 30 septembre ou pour les périodes de 12 mois terminées à cette date	2007	2006	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dette nette (compte tenu des créances titrisées)	6 121,4	6 147,2	(25,8)
Total des capitaux investis — valeur comptable	12 943,4	13 157,4	(214,0)
BAIIA excluant les coûts de restructuration — sur 12 mois	3 536,2	3 542,0	(5,8)
Montant net des intérêts débiteurs — sur 12 mois	464,6	542,8	(78,2)
Ratios d'endettement			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	83,0	92,6	(9,6) pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,8	4,8	1,0
Dette nette/total des capitaux investis (en %) ¹	47,3	46,7	0,6 pt
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration ¹	1,7	1,7	—
Ratios de couverture¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme	3,9	3,3	0,6
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration	7,6	6,5	1,1
Autres mesures — sur 12 mois			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ²	1 370,3	1 449,4	(79,1)
Ratio de distribution (en %) ¹	46	39	7 pts

1. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
2. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.

La dette nette et le total des capitaux investis sont calculés sur une base généralement conforme aux conventions de crédit de la société. La dette nette ne tient pas compte du cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains. Le total des capitaux investis exclut également le cumul des autres éléments du résultat étendu. Se reporter à la rubrique 11.4.

Le total des capitaux investis a diminué en raison de la réduction du capital-actions et de la dette nette, neutralisée en partie par la hausse des bénéfiques non répartis. Les variations de la dette nette et du BAIIA sur 12 mois n'ont pas eu une incidence importante sur le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA au 30 septembre 2007, comparativement à l'exercice précédent. La durée moyenne à l'échéance de la dette était de 5,8 ans au 30 septembre 2007, en hausse par rapport à 4,5 ans au 31 décembre 2006, résultat qui tient au remboursement des billets arrivés à échéance le 1^{er} juin et à l'émission de titres de créance en mars, déduction faite des effets de commerce émis au début de mai. La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'émission des effets de commerce et de la hausse de l'encours des facilités bancaires et du solde des créances titrisées.

Le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme s'est amélioré de 0,3 en raison de la diminution des intérêts débiteurs, et il s'est amélioré de 0,3 en raison de la hausse du bénéfice avant impôts et des intérêts débiteurs. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA s'est amélioré de 1,1 en raison de la diminution du montant net des intérêts débiteurs. La diminution des flux de trésorerie disponibles sur 12 mois tient à la hausse des dépenses en immobilisations et au recul des économies d'impôts et des intérêts connexes, déduction faite de la baisse des intérêts payés et du BAIIA amélioré compte non tenu de la rémunération à base d'actions. Le ratio de distribution basé sur le bénéfice réel au 30 septembre 2007 se situait à 46 %. Le ratio de distribution calculé de façon à exclure du bénéfice l'incidence des ajustements fiscaux et la charge au titre de l'ajout de l'option de règlement en espèces net s'élevait également à 46 %.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques financières et les lignes directrices énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles lui permettent d'obtenir du financement à coût raisonnable en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les politiques financières et lignes directrices à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette sur le BAIIA entre 1,5 et 2,0 fois;
- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfiques nets prévisibles.

La société ne considère plus le ratio de la dette nette sur le total des capitaux investis comme une politique financière à long terme. La mesure se base sur les valeurs comptables de la dette nette et des capitaux propres; toutefois, la valeur comptable des capitaux propres a été réduite considérablement en raison de l'incidence cumulative des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, qui tient compte de l'excédent de la valeur de marché des capitaux propres sur leur valeur comptable.

7.5 Facilités de crédit

Le 2 mars 2007, TELUS a conclu, avec un syndicat financier regroupant 18 institutions financières, une nouvelle facilité de crédit de 2 milliards de dollars d'une durée de 5 ans. La nouvelle facilité remplace les facilités de crédit actuelles de 1,6 milliard de dollars consistant en deux facilités de 800 M\$ chacune, dont l'une serait venue à échéance en 2008 et l'autre, en 2010. Elle servira aux fins générales de la société, et sera notamment utilisée pour garantir les effets de commerce. Les conditions générales de la nouvelle facilité de crédit sont sensiblement les mêmes à part la réduction des prix et la prolongation de l'échéance, ce qui reflète la conjoncture favorable et la situation financière de TELUS. Fait à souligner, l'échéance de la nouvelle facilité de crédit a été fixée en mai 2012, alors que la date d'exigibilité des billets de TELUS est juin 2011.

Au 30 septembre 2007, les liquidités disponibles de TELUS aux termes des facilités de crédit inutilisées se chiffraient à plus de 1,4 milliard de dollars, soit un montant qui s'aligne sur l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités non utilisées s'élèvent à au moins 1 milliard de dollars.

Facilités de crédit de TELUS au 30 septembre 2007

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Garantie liée au programme d'effets de commerce	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000,0	(200,0)	(103,7)	(293,9)	1 402,4
Autres facilités bancaires	—	77,2	—	(2,9)	—	74,3
Total	—	2 077,2	(200,0)	(106,6)	(293,9)	1 476,7

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

La facilité de crédit renouvelable de TELUS comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4,0:1 (environ 1,7:1 au 30 septembre 2007) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2,0:1 (environ 7,6:1 au 30 septembre 2007) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la convention de crédit et le

calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à la facilité de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

7.6. Vente de créances

Le 26 juillet 2002, TCI, filiale en propriété exclusive de TELUS, a conclu une convention qui a été modifiée le 30 septembre 2002, le 1^{er} mars 2006 et le 30 novembre 2006 avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, sous réserve d'un montant maximal de 650 millions de dollars. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. La durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement prend fin le 18 juillet 2007; par suite de la modification effectuée le 30 novembre 2006, cette durée a été prorogée jusqu'au 18 juillet 2008.

TCI doit maintenir une cote de crédit de Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 1^{er} août 2007, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	30 sept. 2007	30 juin 2007	31 mars 2007	31 déc. 2006	30 sept. 2006	30 juin 2006	31 mars 2006	31 déc. 2005
	550,0	500,0	150,0	500,0	350,0	535,0	400,0	500,0

7.7 Cotes de crédit

Le 26 février 2007, Moody's Investors Services a augmenté de un niveau la cote attribuée à TELUS, la portant à Baa1 (équivalente à la cote « BBB+ ») et attribué une perspective stable. Le 5 mars 2007, DBRS a révisé à la hausse la cote attribuée aux billets de TELUS et l'a portée de BBB (élevé) à A (faible), et elle a confirmé la cote A (faible) attribuée à TCI, l'agence leur ayant tous attribué une tendance stable. Par ailleurs, DBRS a confirmé la cote préliminaire R-1 (faible) attribuée aux effets de commerce que TELUS compte émettre.

Le 21 juin 2007, TELUS annonçait qu'elle avait amorcé des discussions sur une base non exclusive aux fins de l'acquisition de BCE, et le 26 juin, elle annonçait sa décision de ne pas présenter une offre d'achat dans le cadre du processus d'examen stratégique annoncé par BCE, invoquant le fait que des lacunes dans le processus d'appel d'offres de BCE ne lui permettaient pas de soumettre une telle offre. Par suite de l'annonce faite le 21 juin, DBRS a placé les cotes de crédit attribuées à TELUS Corporation et à TCI « sous surveillance avec implications évolutives ». Moody's a pour sa part confirmé la cote Baa1 attribuée à TELUS et modifié sa perspective à « évolutive », et Standard & Poors (« S&P ») a placé la cote de crédit de TELUS Corporation et de TCI « sous surveillance avec implications négatives ».

Par suite de la communication des résultats de TELUS le 3 août 2007, dans le cadre de laquelle la direction a indiqué que TELUS ne comptait pas présenter une offre d'achat concurrentielle pour BCE, DBRS a confirmé les cotes de crédit attribuées et rétabli la tendance à « stable ». Le 7 août, Moody's a confirmé les cotes de crédit attribuées et rétabli la perspective à « stable ». Le 26 septembre, S&P a cessé de placer les cotes de crédit de TELUS et de TCI sous surveillance, et elle a également confirmé les cotes de crédit attribuées à TELUS et à TCI et modifié sa perspective à « stable ».

Sommaire des cotes de crédit	DBRS	S&P	Moody's	Fitch
TELUS Corporation				
Dette bancaire de premier rang	—	—	—	BBB+
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Effets de commerce	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc. (TCI)				
Débitures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Instruments financiers (note 4 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les instruments financiers de la société se composent de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs, des placements comptabilisés au coût, des créditeurs, des créditeurs à l'égard de la restructuration, des obligations à court terme, de la dette à long terme, des contrats de swap de taux d'intérêt, des couvertures de la charge de rémunération à base d'actions, comme il est décrit plus en détail aux notes 10 b) et c) des états financiers consolidés intermédiaires, et des instruments de couverture de change.

Juste valeur : La valeur comptable de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs, des créditeurs, des créditeurs à l'égard de la restructuration, et des obligations à court terme correspond approximativement à leur juste valeur en raison de l'échéance immédiate ou à court terme de ces instruments financiers. La valeur comptable des placements de la société comptabilisés au coût n'excède pas leur juste valeur.

La valeur comptable des placements à court terme égale leur juste valeur, car ces placements sont classés comme détenus à des fins de transaction. La juste valeur est déterminée directement en fonction des cours du marché.

La juste valeur de la dette à long terme de la société est évaluée en fonction des cours du marché de ces titres ou de titres similaires ou en fonction des taux courants offerts à la société pour des titres de créance de même échéance ainsi que par l'utilisation de flux de trésorerie futurs actualisés à l'aide des taux courants pour des instruments financiers similaires d'une durée semblable et exposés à des risques comparables. Les justes valeurs estimatives des instruments financiers dérivés de la société utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change sont établies de la même manière.

La juste valeur des instruments financiers dérivés de la société qui servent à gérer les risques liés à l'augmentation des charges de rémunération découlant de certains types de rémunération à base d'actions est estimée en fonction de la juste valeur estimative des contrats à terme d'actions réglés en espèces fournis par la contrepartie aux transactions.

Par suite de l'adoption des normes de comptabilisation du résultat étendu, la société a comptabilisé les instruments dérivés à la juste valeur, plutôt qu'en fonction de leur valeur comptable. Le changement principal a touché les dérivés classés comme des instruments détenus à des fins de couverture et utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars)		Au 30 septembre 2007			Au 31 décembre 2006		
	Date d'échéance maximale de l'élément de couverture	Valeur nominale	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur nominale	Valeur comptable	Juste valeur
Passif							
Dette à long terme							
Principal			4 502,6	4 886,1		4 908,2	5 535,9
Dérivés ¹ détenus à des fins de couverture et utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains							
- Actif dérivé	2007	—	—		809,9	(40,4)	
- Passif dérivé – À court terme	2007	—	—		673,4	165,8	
- À long terme	2011	2 950,5	1 201,5		2 950,5	710,3	
			1 201,5			835,7	
- Intérêts à payer			32,3			6,3	
Montant net			1 233,8	1 233,8		842,0	1 090,6
Dérivés ¹ utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt lié au refinancement prévu de la dette arrivant à échéance le 1 ^{er} juin 2007							
	2007	—	—	—	500,0	—	6,5
			5 736,4	6 119,9		5 750,2	6 633,0

1. Désignés comme éléments de couverture des flux de trésorerie.

Engagements et passifs éventuels (note 17 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les engagements et les passifs éventuels de la société n'ont pas changé de façon importante au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2007. Les variations des tranches de la dette à long terme arrivant à échéance découlant des activités de financement au cours des neuf premiers mois de 2007 sont décrites à la rubrique 7.3 ci-dessus. Les positions fiscales incertaines sont en grande partie capitalisées.

Le 6 juillet 2007, le CRTC a publié la Décision de télécom CRTC 2007-50, intitulée « Utilisation des fonds des comptes de report pour étendre les services à large bande dans certaines collectivités rurales et éloignées ». Dans sa décision, le CRTC a autorisé l'utilisation des fonds des comptes de report pour étendre les services à large bande à 115 collectivités en Colombie-Britannique et au Québec. La société examine actuellement les incidences de cette décision en relation avec le mémoire qu'elle a déposé antérieurement sur l'utilisation des fonds du compte de report et, conformément aux instructions du CRTC, elle a présenté une mise à jour du mémoire déposé antérieurement le 4 septembre 2007.

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. La société ne peut à l'heure actuelle prévoir avec certitude l'issue de ces litiges. Cependant, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la société, à l'exception de ce qui est décrit à la note 17 c) des états financiers consolidés intermédiaires et de l'information à jour présentée à la rubrique 10.4, « Litiges et questions d'ordre juridique ».

7.9 Information sur les actions en circulation

Le sommaire ci-après illustre le nombre d'actions en circulation de chaque catégorie de titres de participation au 30 septembre 2007 et au 12 octobre 2007. De plus, le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté au 12 octobre 2007 se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options qui n'ont pas encore été octroyées, mais pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties.

Catégorie de titres de participation (en millions d'actions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Actions en circulation au 30 septembre et au 12 octobre 2007	176,0	151,4	327,4 ¹
Options en cours et pouvant être émises ^{2,3} au 12 octobre 2007	0,5	16,1	16,6
Actions en circulation et pouvant être émises au 12 octobre 2007	176,5	167,5	344,0

1. Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action, le nombre d'actions s'établissait à 332,8 pour le troisième trimestre de 2007.
2. En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.
3. Non réduit pour tenir compte de toutes options qui peuvent avoir été confisquées ou avoir expiré dans la période du 1^{er} au 12 octobre 2007.

8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les conventions comptables

8.1 Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques de TELUS sont décrites à la rubrique 8.1 du rapport de gestion annuel 2006. La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période visée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

8.2 Faits nouveaux concernant les conventions comptables (note 2 des états financiers consolidés intermédiaires)

Les états financiers consolidés intermédiaires sont dressés suivant les mêmes conventions comptables et les mêmes méthodes d'application que celles énoncées dans la note 1 des états financiers consolidés de TELUS pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, sauf en ce qui concerne les différences ci-dessous. Par ailleurs, certains chiffres correspondants des périodes antérieures ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle du trimestre considéré.

Alignement avec les normes internationales d'information financière

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada a ratifié un plan stratégique qui fera en sorte que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés ouvertes, seront modifiés et alignés progressivement sur les normes internationales d'information financière (les « IFRS »). La période de transition devrait prendre fin d'ici 2011. Le moment précis auquel l'alignement se produira dépend de l'examen de l'état d'avancement des travaux devant être entrepris et rendu public d'ici le 31 mars 2008 par le Conseil des normes comptables.

Les PCGR du Canada seront alignés sur les IFRS au moyen d'une combinaison de deux méthodes : lorsque les projets communs de convergence courants du Financial Accounting Standards Board des États-Unis et du Conseil des normes comptables internationales feront l'objet d'un accord, ils seront adoptés par le Conseil des normes comptables du Canada et pourront être appliqués au Canada avant la conversion complète aux IFRS; les normes n'étant pas assujetties au projet commun de convergence seront présentées dans leur ensemble au moment de la conversion complète aux IFRS.

Étant donné que l'International Accounting Standards Board a mis en œuvre des projets qui devraient donner lieu à de nouvelles prises de position qui se traduiront par des modifications des IFRS et que cette initiative d'alignement des organismes de réglementation canadiens en est à ses balbutiements à la date des présents états financiers consolidés, il est trop tôt pour évaluer les retombées de l'initiative canadienne, le cas échéant, sur la société.

Résultat étendu; comptabilisation et évaluation des instruments financiers

Avec prise d'effet à l'exercice 2007, la société doit se conformer aux recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») visant la comptabilisation du résultat étendu (chapitre 1530 du *Manuel de l'ICCA*), la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers (chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*), et les couvertures (chapitre 3865 du *Manuel de l'ICCA*). À l'heure actuelle, la notion de résultat étendu aux fins des PCGR du Canada consiste, dans le cas précis de la société, à inclure les variations des capitaux propres découlant de variations non réalisées de la valeur des instruments financiers. Les incidences de la mise en application des chapitres 1530, 3855 et 3865 du *Manuel de l'ICCA* sont décrites dans le rapport de gestion de la société concernant le premier trimestre de 2007. Se reporter à la note 2 b) des états financiers consolidés intermédiaires.

Impôts sur le revenu tiré d'une société de personnes

Au milieu de 2006, le Comité sur les problèmes nouveaux du Conseil des normes comptables du Canada a publié un projet d'abrégé (P59) concernant la comptabilisation des impôts sur les bénéficiaires des entités qui consolident les participations dans une société de personnes dont la clôture de l'exercice est différente de celle de l'entité consolidante. La société a appliqué les lignes directrices de ce projet d'abrégé à son exercice 2006. En mars 2007, le Comité sur les problèmes nouveaux a révisé le projet d'abrégé (DP59) et modifié l'approche utilisée pour déterminer si les impôts futurs doivent être classés dans la tranche à court terme ou la tranche à long terme. En mai 2007, le Comité sur les problèmes nouveaux a retiré cette question de son programme.

Étant donné qu'il n'existe aucune directive précise concernant cette question, la société a pour politique de comptabiliser la tranche à court terme du passif d'impôts futurs lié au revenu tiré d'une société de personnes de manière à tenir compte de l'incidence fiscale de l'écart entre les valeurs comptable et fiscale des actifs et passifs à court terme, ainsi que des impôts sur le revenu tiré d'une société de personnes qui doivent être attribués au cours des 12 prochains mois. La société a appliqué cette politique sur une base rétroactive, ce qui a, dans le cas précis de la société, donné lieu à une augmentation de la tranche à court terme des passifs d'impôts futurs. Le reclassement au bilan consolidé est présenté à la note 2 c) des états financiers consolidés intermédiaires.

Instruments financiers — informations à fournir et présentation

Pour son exercice 2007, la société doit se conformer aux recommandations de l'ICCA concernant les informations à fournir sur les instruments financiers et la présentation de ces instruments (chapitre 3861 du *Manuel de l'ICCA*). Dans le cadre des activités visant à modifier les PCGR du Canada et à les aligner sur les IFRS, les recommandations actuelles concernant les informations à fournir sur les instruments financiers seront remplacées par de nouvelles recommandations (chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*), et les recommandations actuelles concernant la présentation des instruments financiers seront maintenues sans aucune modification (chapitre 3863 du *Manuel de l'ICCA*).

À compter de l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA pour les informations à fournir sur les instruments financiers s'appliqueront à la société. Les nouvelles recommandations donneront lieu à des informations supplémentaires, par rapport aux informations actuelles, l'accent devant être mis sur les risques liés aux instruments financiers constatés ou non constatés auxquels une entité est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La société évalue actuellement les incidences de ces nouvelles recommandations sur ses activités.

Stocks

Avec prise d'effet à l'exercice 2008 de la société, les nouvelles recommandations de l'ICCA sur la comptabilisation des stocks (chapitre 3031 du *Manuel de l'ICCA*), qui s'inscrivent dans le cadre du processus d'alignement avec les IFRS, s'appliqueront à la société. Les nouvelles recommandations fournissent davantage de lignes directrices sur les exigences en matière d'évaluation des stocks et les informations à fournir à leur sujet; plus précisément, elles permettent la contrepassation des réductions de valeur à la valeur de réalisation nette effectuées antérieurement, lorsque se produit une hausse subséquente de la valeur des stocks. La société ne s'attend pas à être touchée de façon importante par les nouvelles recommandations.

9. Indications pour l'exercice 2007

L'analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la mise en garde concernant les énoncés prospectifs figurant au début du rapport de gestion, ainsi qu'à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2006 et des rapports de gestion des premier et deuxième trimestres de 2007 de TELUS, et du présent rapport de gestion.

La société a révisé ses indications pour l'exercice 2007 afin qu'elles reflètent les recouvrements d'impôts, l'importance accordée à la croissance rentable du nombre d'abonnés, l'incidence sur les ajouts nets d'abonnés des services Internet de la réduction temporaire de la capacité de traitement des commandes découlant de la conversion du système de facturation et de service à la clientèle, ainsi que d'autres facteurs.

	Indication révisée pour 2007	Indications antérieures pour 2007 (Rapport de gestion du deuxième trimestre)	Variation
Chiffres consolidés			
Produits d'exploitation	9,125 G\$ à 9,175 G\$	9,175 G\$ à 9,275 G\$	Réduction de la fourchette et réduction de 50 M\$ à 100 M\$
BAIIA ¹ (ajusté) ²	3,725 G\$ à 3,775 G\$	3,725 G\$ à 3,825 G\$	Réduction de 50 M\$ de la tranche supérieure de la fourchette
Bénéfice par action, de base (ajusté) ³	3,55 \$ à 3,65 \$	3,25 \$ à 3,45 \$	Augmentation de 20 cents à 30 cents et réduction de la fourchette
Dépenses en immobilisations	Aucun changement	Environ 1,75 G\$	Aucun changement
Secteur des services filaires			
Produits d'exploitation (externes)	4,85 G\$ à 4,875 G\$	4,85 G\$ à 4,9 G\$	Réduction de 25 M\$ de la tranche supérieure de la fourchette
BAIIA (ajusté) ²	1,80 G\$ à 1,825 G\$	1,775 G\$ à 1,825 G\$	Augmentation de 25 M\$ de la tranche inférieure de la fourchette
Dépenses en immobilisations	Aucun changement	Environ 1,2 G\$	Aucun changement
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse	Environ 110 000	Plus de 125 000	Réduction de 15 000
Secteur des services sans fil			
Produits d'exploitation (externes)	4,275 G\$ à 4,30 G\$	4,325 G\$ à 4,375 G\$	Réduction de la fourchette et réduction de 50 M\$ à 75 M\$
BAIIA (ajusté) ²	1,925 G\$ à 1,95 G\$	1,95 G\$ à 2,0 G\$	Réduction de la fourchette et réduction de 25 M\$ à 50 M\$
Dépenses en immobilisations	Aucun changement	Environ 550 M\$	Aucun changement
Ajouts nets d'abonnés aux services sans fil	Environ 530 000	Plus de 550 000	Réduction de 20 000
<p>1. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) », pour la définition.</p> <p>2. Exclut une charge au titre du règlement en espèces lié aux options sur actions d'environ 170 millions de dollars comptabilisée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions, dont une tranche d'environ 145 millions de dollars s'applique au secteur des services filaires, et une tranche d'environ 25 millions de dollars, au secteur des services sans fil.</p> <p>3. Exclut une charge par action après impôts d'environ 0,32 \$ relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options.</p>			

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs initiaux pour 2007 ont été annoncés, en décembre 2006. Le cas échéant, des révisions concernant les principales hypothèses sont fournies.

Principales hypothèses liées aux objectifs pour 2007	Résultat réel jusqu'à ce jour
Croissance du PIB réel de 2,7 % au Canada (révisée à 2,6 %)	Dans le cadre de ses perspectives pour l'automne, le Conference Board du Canada a récemment publié une estimation révisée du PIB de 2,6 % pour 2007 et de 2,8 % pour 2008.
Concurrence accrue relativement aux services filaires, dans le marché résidentiel et le marché des affaires, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services VoIP	Les décisions du CRTC concernant l'abstention de la réglementation visant les régions urbaines comptant plus de un million d'abonnés des services de résidence et 35 circonscriptions des services d'affaires couvrant plus des deux tiers du total des lignes d'affaires de TELUS témoignent de la saine concurrence dans les marchés affaires et consommateurs où TELUS est l'entreprise titulaire.
Abstention de la réglementation des services filaires locaux de détail dans les principaux marchés urbains d'ici le deuxième semestre de 2007	L'hypothèse concernant les services de résidence avait été confirmée au début du mois d'août, et celle concernant les services d'affaires, à la fin de septembre. Se reporter à la rubrique 10.1, « Réglementation ».
Aucune autre réduction des prix à la consommation par suite d'un plafonnement des prix	La décision du CRTC concernant les paramètres de la prochaine période de plafonnement des prix a été annoncée le 30 avril 2007, ce qui confirme l'hypothèse.
Gain de 4,5 à 5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services sans fil au Canada	Selon les estimations de la société et les ajouts nets dans le marché canadien au premier semestre de 2007 (excluant les incidences des radiations des abonnés de la concurrence), le gain au titre de la pénétration du marché pour 2007 s'établit dans le cadre des principales hypothèses.
Comptabilisation par TELUS de charges d'environ 50 millions de dollars au titre de la restructuration (voir la révision)	La société s'attend à ce que les coûts de restructuration se chiffrent à environ 25 millions de dollars en 2007.
Taux d'imposition de TELUS prévu par la loi de 33 % à 34 % et paiements d'impôts en espèces minimaux en 2007	Les hypothèses demeurent inchangées. Se reporter à la rubrique 5, « Résultats d'exploitation consolidés — Impôts sur les bénéfices ».
Taux d'actualisation de 5,0 % et rendement à long terme moyen prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite	Les hypothèses demeurent inchangées.
Nombre moyen d'actions en circulation de TELUS se situant entre 330 millions et 335 millions pour l'exercice complet	Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à 333,5 millions au cours des neuf premiers mois de 2007, soit une baisse de 3 % par rapport à la période correspondante de 2006 qui se situe dans la fourchette de réduction de 2,5 % à 4 % prévue en vertu de l'hypothèse clé pour l'exercice complet.

TELUS continue d'observer les lignes directrices d'une politique à long terme concernant le ratio dette nette/BAIIA et le ratio de distribution, lesquelles sont décrites à la rubrique 7.4. Les indications pour l'exercice 2007 sont conformes à ces lignes directrices.

10. Risques et gestion des risques

Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux importants liés aux risques décrits dans la rubrique 10 du rapport de gestion annuel 2006 et du rapport de gestion du premier trimestre de 2007 de TELUS.

10.1 Réglementation

L'issue des instances réglementaires, procédures, appels interjetés devant les tribunaux ou le Cabinet fédéral ou autres, actuels ou futurs, ainsi que l'évolution de la réglementation pourraient se répercuter sensiblement sur les méthodes, les coûts et les produits d'exploitation de TELUS.

Abstention de la réglementation des services locaux — Décisions de télécom 2007-64, 2007-84, 2007-92 et 2007-97

Le 3 août, le CRTC a approuvé l'abstention de la réglementation des services locaux de résidence des entreprises titulaires à Victoria, dans la plupart des régions du Grand Vancouver, à Calgary, à Edmonton et à Rimouski (Décision 2007-64). Le 10 septembre, il a approuvé l'abstention de la réglementation dans neuf autres circonscriptions de l'est du Québec (Décision 2007-84). Les régions dans lesquelles l'abstention a été approuvée couvrent plus de un million d'abonnés des services de résidence, et TELUS s'attend à ce que le CRTC rende des décisions concernant d'autres demandes d'abstention dans un avenir rapproché.

TELUS a également présenté une demande de déréglementation des services locaux d'affaires dans les circonscriptions de services de téléphonie couvrant 78 % des lignes d'affaires en Colombie-Britannique et en Alberta et 52 % de ces lignes dans l'est du Québec. Dans la Décision de télécom CRTC 2007-92 rendue le 27 septembre, le CRTC a approuvé la demande d'abstention de la réglementation des services locaux d'affaires concernant 35 circonscriptions, y compris Victoria, la plupart des régions du Grand Vancouver, Calgary, Edmonton, Fort McMurray et Rimouski, qui couvre environ les deux tiers du total des lignes d'affaires de TELUS. La décision de télécom CRTC 2007-92 déréglemente les services tels que les services d'affaires de ligne individuelle et multiligne, les fonctions et les ensembles, le réseau numérique à intégration de services — accès primaire (service RNIS PRI), et la sélection directe à l'arrivée (SDA). Le service IP-One Evolution^{MD} de TELUS, le service Centrex et les lignes du système perfectionné de circonscription (SPC) ne sont pas couverts par cette décision et devraient faire l'objet d'instances dans le cadre de la Décision de télécom CRTC 2007-14, au début de 2008. Il n'existe aucune certitude que l'abstention sera accordée pour une circonscription ou un service donné ou pour l'ensemble des circonscriptions ou des services, à l'égard des demandes d'abstention actuelles ou futures de la société.

Le 5 octobre 2007, le CRTC a rendu la Décision de télécom CRTC 2007-97, dans laquelle il supprime les règles de reconquête à l'égard des services Internet de lignes d'abonnés numériques des entreprises de services locaux titulaires et à l'égard des services d'accès haute vitesse des grandes entreprises de câblodistribution.

En raison de ces décisions concernant l'abstention de la réglementation et les règles de reconquête, les tarifs et les activités de commercialisation des services locaux de détail peuvent être établis par le marché, plutôt que par les organismes de réglementation. TELUS prévoit regrouper les services et les fonctions de manière à mieux répondre aux besoins des clients. Elle s'attend toutefois à une recrudescence de la concurrence, car elle prévoit davantage d'innovations dans l'ensemble du secteur.

Services essentiels — Demande présentée en vue de faire réviser et modifier des ordonnances portant sur la prestation de services Ethernet et de ligne numérique à paires asymétriques (LNPA) (Décision de télécom CRTC 2007-77)

Dans sa décision rendue en août, le CRTC a annulé certaines des décisions rendues dans les ordonnances relativement à la mise en œuvre de nouveaux services et de nouveaux tarifs en vertu des décisions portant sur les services Ethernet et les services LNPA rendues en janvier 2007. Le CRTC a aussi approuvé le versement d'une indemnité provenant du compte de report pour les revenus perdus en raison de la décision du Conseil de réduire de façon rétroactive les frais de TELUS pour la mise en service de LNPA au central. Dans le cadre de l'instance en cours visant les services essentiels (Avis public 2006-14), TELUS continue à maintenir que les services LNPA et Ethernet ne constituent pas des services essentiels et qu'ils ne devraient pas être dégroupés.

Plan de rabais tarifaire pour la qualité du service fourni — Décisions du CRTC concernant les demandes d'exclusion présentées par TELUS

Dans la Décision de télécom CRTC 2007-72 rendue en août 2007, le CRTC a approuvé la demande d'exclusion de TELUS portant sur le plan de rabais tarifaire pour la qualité du service de détail fourni durant les graves tempêtes qui ont sévi dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique, de novembre 2006 à janvier 2007. TELUS ne sera pas obligée d'offrir des rabais tarifaires.

Transférabilité des numéros de services sans fil (« TNSSF »)

Le 14 mars 2007, les entreprises de services sans fil canadiennes, y compris TELUS, ont procédé à la mise en œuvre fructueuse de la première étape du projet de TNSSF (parfois appelée transférabilité des numéros locaux, ou TNL) dans la plupart des centres peuplés au Canada. La mise en œuvre obligatoire de la TNSSF dans les régions restantes a eu lieu en septembre 2007. Selon les résultats pour deux trimestres complets, il appert que la TNSSF a contribué à l'accroissement des activités de chargement des abonnés de TELUS, les appels entrants ayant excédé les appels sortants, mais elle a aussi entraîné initialement une augmentation des frais de fidélisation de la clientèle des services sans fil exprimés en pourcentage des produits au deuxième trimestre de 2007 et un léger accroissement du taux de désabonnement aux deuxième et troisième trimestres de 2007. Il se pourrait que les taux de désabonnement et les frais de fidélisation soient dorénavant plus élevés.

La TNSSF pourrait aussi se traduire par un délaissement des lignes d'accès au réseau en faveur des services sans fil, et elle pourrait fournir à TELUS des occasions de commercialiser ses produits et services plus efficacement dans les marchés des services d'affaires dans le centre du Canada, où TELUS détient une part de marché inférieure à celle de ses concurrents. Il n'existe aucune certitude que cela se produira.

Restrictions à la propriété étrangère

TELUS et ses filiales sont assujetties aux restrictions à la propriété étrangère imposées par la *Loi sur les télécommunications*, la *Loi sur la radiocommunication* et la *Loi sur la radiodiffusion*. En juillet 2007, le ministre de l'Industrie et le ministre des Finances ont annoncé la mise sur pied d'un groupe d'étude sur les politiques en matière de concurrence, chargé d'examiner la réglementation canadienne en matière de concurrence et d'investissement, à savoir la *Loi sur la concurrence* et la *Loi sur l'investissement Canada*. Le groupe d'étude devrait présenter son rapport au ministre de l'Industrie au plus tard le 30 juin 2008, et on s'attend à ce que toutes modifications subséquentes des lois ne prennent pas effet avant la fin de 2008 ou de 2009. TELUS a appuyé l'assouplissement des restrictions à la propriété étrangère dans le passé, mais elle estime que cet assouplissement doit s'appliquer au même titre aux sociétés de câblodistribution et de télécommunications.

10.2 Ressources humaines

Négociations collectives chez TELUS Québec

Deux conventions collectives entre TELUS Québec et le Syndicat des agents de maîtrise de TELUS, couvrant environ 520 employés professionnels et de supervision membres de l'équipe de TELUS au Québec, sont arrivées à échéance le 31 mars 2007. Les parties concernées poursuivent leurs négociations afin de conclure une nouvelle convention collective.

10.3 Risques liés aux processus

Les systèmes et les processus de TELUS pourraient influencer négativement sur les résultats financiers et le service à la clientèle – Programmes d'assurance et d'efficience à l'égard du système de facturation et des produits d'exploitation

À la fin de mars 2007, TELUS a converti avec succès la totalité des comptes clients du secteur des services filaires en Alberta dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau système de facturation et de service à la clientèle intégré. Le nouveau système inclut la réingénierie des processus aux fins de l'entrée des commandes, des conditions d'admissibilité, de la prestation des services et de l'assurance de la qualité du service à la clientèle, les recouvrements et le crédit, les contrats avec les clients et la gestion de l'information. Au cours du deuxième trimestre de 2007 et, dans une moindre mesure, au cours du troisième trimestre de 2007, des difficultés initiales liées à la mise en service du système ont réduit la capacité de traitement des commandes, ce qui a entraîné une augmentation du travail en retard au chapitre des installations et une hausse des coûts, notamment en ce qui concerne les ressources supplémentaires requises dans les centres d'appels pour maintenir les niveaux de service. Ce système de facturation crucial a produit les résultats prévus, et on note une réduction des activités supplémentaires des centres d'appels. Les charges supplémentaires engagées après la conversion se sont chiffrées à environ 8 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse par rapport à 16 millions de dollars au deuxième trimestre. Rien ne peut garantir que ce projet n'aura aucune incidence négative, temporaire ou prolongée, sur la qualité du service à la clientèle de TELUS, ou encore sur sa position concurrentielle ou ses résultats financiers.

D'autres phases du processus de développement et de conversion sont prévues pour les prochaines années, et la société compte notamment effectuer une conversion analogue du système de comptes clients en Colombie-Britannique au premier semestre de 2008. Bien que la société s'attende à tirer parti des leçons retenues lors de la conversion effectuée en Alberta, les systèmes en place en Colombie-Britannique diffèrent considérablement du système utilisé en Alberta, et il n'existe aucune certitude que la conversion en Colombie-Britannique sera aussi réussie que la conversion du système en Alberta. Ce projet orienté vers la clientèle a exigé le développement poussé de systèmes et présente en soi des risques d'implantation découlant de la complexité des tâches et des contraintes sur le plan des ressources, ainsi que de la dépendance aux nouveaux logiciels tiers. Des retards considérables dans l'implantation des nouvelles phases du système, ou une instabilité du système, pourraient avoir une incidence défavorable sur la capacité concurrentielle de TELUS de lancer rapidement et de façon efficace de nouveaux produits et services et de nouvelles promotions, de réaliser et de maintenir une structure de coûts concurrentielle et de fournir des analyses et des renseignements plus complets à la direction.

10.4 Litiges et questions d'ordre juridique

Recours collectif autorisé

Le 9 août 2004, un recours collectif a été intenté en vertu de la *Class Actions Act* (Saskatchewan) contre un certain nombre de fournisseurs de services sans fil, anciens ou existants, y compris la société. La poursuite allègue que chaque entreprise de télécommunications est en rupture de contrat et est allée à l'encontre du principe de concurrence, de la pratique commerciale de même que des lois sur la protection du consommateur partout au Canada en ce qui a trait à la facturation de frais d'accès au système. La poursuite cherche à recouvrer des dommages directs et des dommages-intérêts exemplaires dont le montant est indéterminé. La Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan a autorisé le recours collectif le 17 septembre 2007. La société a présenté une demande afin d'interjeter appel de la décision autorisant le recours collectif. Elle est d'avis qu'elle dispose de moyens de défense valables relativement au recours collectif.

Des recours similaires ont été déposés par l'avocat des plaignants, ou au nom de ce dernier, dans d'autres provinces, mais la société ne s'attend pas à ce que ces recours se poursuivent tant qu'aucune décision n'aura été rendue relativement au recours présenté en Saskatchewan. Si le dénouement final de cette poursuite se révélait différent des évaluations et des hypothèses de la direction, cela pourrait donner lieu à un ajustement important de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société; les évaluations et les hypothèses de la direction supposent qu'une estimation sérieuse des risques courus ne peut être faite à cette étape préliminaire de la poursuite.

11. Rapprochement des mesures financières non définies par les PCGR et définition des indicateurs clés de l'exploitation

11.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses unités et secteurs d'exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt — se reporter à la rubrique 11.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration ». Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu'indicateur du rendement d'exploitation d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. De plus, la société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d'une entreprise de façon continue sans égard à l'amortissement, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n'est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice d'exploitation ou au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net et le bénéfice d'exploitation. Le BAIIA (ajusté) exclut une charge hors trésorerie constatée relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant le 1^{er} janvier 2005. Le BAIIA (ajusté) est régulièrement communiqué au principal responsable de l'exploitation et il correspond à la définition utilisée aux fins de l'établissement des objectifs et des indications révisées de TELUS concernant le BAIIA pour 2007 (se reporter à la rubrique 9).

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2007	2006	2007	2006
Bénéfice net	409,9	319,6	857,8	886,3
Autres charges (produits)	8,0	4,0	30,3	17,9
Coûts de financement	86,2	116,6	331,0	371,1
Impôts sur les bénéfices	78,6	126,5	251,6	261,3
Part des actionnaires sans contrôle	1,7	2,4	4,5	7,1
Bénéfice d'exploitation	584,4	569,1	1 475,2	1 543,7
Amortissement des immobilisations corporelles	332,5	325,8	968,5	1 000,2
Amortissement des actifs incorporels	70,1	57,5	192,2	168,3
BAIIA	987,0	952,4	2 635,9	2 712,2
Réintégrer : (recouvrement) charge hors trésorerie constatée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005	(7,2)	—	168,1	—
BAIIA (ajusté)	979,8	952,4	2 804,0	2 712,2

En plus du BAIIA, TELUS calcule le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2007	2006	2007	2006
BAIIA	987,0	952,4	2 635,9	2 712,2
Dépenses en immobilisations	(434,1)	(423,9)	(1 297,8)	(1 203,2)
BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	552,9	528,5	1 338,1	1 509,0
Réintégrer : charge hors trésorerie constatée en 2007 relativement à l'ajout de l'option de règlement en espèces net liée aux options sur actions attribuées avant 2005	(7,2)	—	168,1	—
BAIIA (ajusté), déduction faite des dépenses en immobilisations	545,7	528,5	1 506,2	1 509,0

11.2 Flux de trésorerie disponibles

La société présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés. Bien que la mesure fondée sur les PCGR la plus semblable soit les rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement, les flux de trésorerie disponibles sont considérés comme une mesure pertinente, car ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des rentrées liées aux activités d'exploitation moins les sorties liées aux activités d'investissement :

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2007	2006	2007	2006
Rentrées liées aux activités d'exploitation	831,8	570,4	2 354,3	2 056,5
Sorties liées aux activités d'investissement	(430,0)	(451,0)	(1 300,1)	(1 253,2)
	401,8	119,4	1 054,2	803,3
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	24,0	1,5	69,0	4,4
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	18,9	28,8	67,5	104,3
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(5,9)	(3,9)	(1,1)	(12,5)
Réduction (augmentation) des créances titrisées	(50,0)	185,0	(50,0)	150,0
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (sauf la variation des impôts, des intérêts et des créances titrisées) et autres éléments	118,2	161,9	3,5	246,9
Acquisition	—	25,0	—	44,5
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	(4,1)	(6,9)	(5,4)	(14,9)
Autres activités d'investissement	—	9,0	7,7	20,4
Flux de trésorerie disponibles	502,9	519,8	1 145,4	1 346,4

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 30 septembre		Période de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2007	2006	2007	2006
BAIIA	987,0	952,4	2 635,9	2 712,2
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	3,3	(1,2)	(21,0)	2,2
Rémunération à base d'actions	(3,3)	14,2	126,4	35,3
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(9,2)	(8,5)	(27,6)	(20,6)
Intérêts en espèces payés	(41,1)	(13,0)	(283,2)	(297,6)
Intérêts en espèces reçus	1,4	0,6	8,9	23,9
Impôts reçus (payés), déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement reçus qui étaient inscrits auparavant dans le BAIIA ou dans les dépenses en immobilisations, et autres	(1,1)	(0,8)	3,8	94,2
Dépenses en immobilisations	(434,1)	(423,9)	(1 297,8)	(1 203,2)
Flux de trésorerie disponibles	502,9	519,8	1 145,4	1 346,4

11.3 Définition des indicateurs clés de l'exploitation

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services sans fil.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels

Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois

Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition

Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné

Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné en pourcentage des produits à long terme par abonné

Frais d'acquisition des nouveaux abonnés divisés par les produits à long terme par abonné prévus, exprimés en pourcentage.

BAIIA excluant les frais d'acquisition

Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Produits à long terme par abonné

PMAA divisés par le taux de désabonnement mensuel. Cette mesure permet d'estimer la moyenne du total des produits liés au nombre d'abonnés existants.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau

Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

11.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution

Dividendes déclarés par action du trimestre le plus récent, multipliés par quatre et divisés par le bénéfice de base par action sur 12 mois. L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration

Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 22,2 millions de dollars et à 95,4 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 12 mois terminées les 30 septembre 2007 et 2006.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration

BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme

Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme. Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2006 incluent les pertes résultant du remboursement de la dette à long terme. Les périodes de 12 mois terminées les 30 septembre 2007 et 2006 incluent des charges constatées au titre des coûts estimatifs de règlement d'une poursuite.

Dette nette

La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme et de la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Au 30 sept. 2007	Au 31 déc. 2006	Au 30 sept. 2006
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	4 502,6	4 908,2	4 764,5
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	31,5	19,9	21,5
Passif dérivé	1 201,5	838,5	985,8
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains	(163,2)	—	—
Dette	5 572,4	5 766,6	5 771,8
Déduire : encaisse et placements temporaires	(1,0)	11,5	25,4
Ajouter : produit des créances titrisées	550,0	500,0	350,0
Dette nette	6 121,4	6 278,1	6 147,2

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et, au 30 septembre 2007, il porte sur la débenture de 1 925,0 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2011. Au 31 décembre 2006 et au 30 septembre 2006, le passif dérivé portait sur la débenture échéant en 2011 ainsi que sur la débenture de 1 166,5 millions de dollars US échéant le 1^{er} juin 2007. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l'encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA — excluant les coûts de restructuration

Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des nouvelles facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis

Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société. Le ratio cible à long terme de la dette nette par rapport au total des capitaux investis est de 45 % à 50 %.

Montant net des intérêts débiteurs

Montant net des coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculé sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat ni au remboursement de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes constatées au titre du remboursement de la dette à long terme sont incluses dans le montant net des intérêts débiteurs. Les montants nets des intérêts débiteurs pour les périodes de 12 mois se terminant les 30 septembre 2007 et 2006 sont équivalents aux coûts de financement trimestriels comptabilisés au cours de ces périodes.

Total des capitaux investis – valeur comptable

Ce total exclut le cumul des autres éléments du résultat étendu et il est calculé de la façon suivante :

(en millions de dollars)	Au 30 sept. 2007	Au 31 déc. 2006	Au 30 sept. 2006
Dette à long terme	6 121,4	6 278,1	6 147,2
Part des actionnaires sans contrôle	23,8	23,6	22,3
Capitaux propres	6 679,6	6 928,1	6 987,9
Cumul des autres éléments du résultat étendu	118,6	—	—
Total des capitaux investis – valeur comptable	12 943,4	13 229,8	13 157,4

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des résultats

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 septembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Période de neuf mois	
	2007	2006 (données retraitées)	2007	2006 (données retraitées)
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 309,9 \$	2 210,7 \$	6 743,6 \$	6 426,4 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 316,5	1 245,8	4 093,4	3 654,3
Coûts de restructuration	6,4	12,5	14,3	59,9
Amortissement des immobilisations corporelles	332,5	325,8	968,5	1 000,2
Amortissement des actifs incorporels	70,1	57,5	192,2	168,3
	1 725,5	1 641,6	5 268,4	4 882,7
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	584,4	569,1	1 475,2	1 543,7
Autres charges, montant net	8,0	4,0	30,3	17,9
Coûts de financement	86,2	116,6	331,0	371,1
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE	490,2	448,5	1 113,9	1 154,7
Impôts sur les bénéfices	78,6	126,5	251,6	261,3
Part des actionnaires sans contrôle	1,7	2,4	4,5	7,1
BÉNÉFICE NET ET BÉNÉFICE AFFÉRENT AUX ACTIONS ORDINAIRES ET AUX ACTIONS SANS DROIT DE VOTE	409,9	319,6	857,8	886,3
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	8,5	—	64,3	—
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(1,1)	0,4	(4,9)	1,2
Variation de la juste valeur non réalisée d'actifs financiers susceptibles de vente	(0,2)	—	(0,3)	—
	7,2	0,4	59,1	1,2
RÉSULTAT ÉTENDU	417,1 \$	320,0 \$	916,9 \$	887,5 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	1,24 \$	0,94 \$	2,57 \$	2,57 \$
– Dilué	1,23 \$	0,92 \$	2,55 \$	2,54 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,375 \$	0,275 \$	1,125 \$	0,825 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	330,1	341,4	333,5	345,2
– Dilué	332,8	346,0	336,2	348,8

TELUS Corporation

Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

(en millions)	Au 30 septembre 2007	Au 31 décembre 2006
		(données retraitées)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	1,0 \$	— \$
Placements à court terme	44,1	110,2
Débiteurs	590,7	707,2
Impôts sur les bénéficiaires et autres impôts à recevoir	269,0	95,4
Stocks	170,6	196,4
Frais payés d'avance et autres	209,0	195,3
Tranche à court terme des actifs dérivés	16,4	40,4
	1 300,8	1 344,9
Immobilisations, montant net		
Immobilisations corporelles et autres	7 354,0	7 466,5
Actifs incorporels amortissables	779,0	549,2
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	2 966,5	2 966,4
	11 099,5	10 982,1
Autres actifs		
Frais reportés	1 098,2	956,6
Placements	30,3	35,2
Écart d'acquisition	3 168,5	3 169,5
	4 297,0	4 161,3
	16 697,3 \$	16 488,3 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	— \$	11,5 \$
Créditeurs et charges à payer	1 438,5	1 363,6
Impôts sur les bénéficiaires et autres impôts à payer	5,1	10,3
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	32,1	53,1
Dividendes à payer	123,4	—
Facturation par anticipation et dépôts de clients	614,5	606,3
Tranche à court terme de la dette à long terme	6,0	1 433,5
Tranche à court terme des passifs dérivés	13,6	165,8
Tranche à court terme des impôts futurs	426,5	137,2
	2 659,7	3 781,3
Dette à long terme	4 496,6	3 474,7
Autres passifs à long terme	1 760,8	1 257,3
Impôts futurs	1 076,8	1 023,3
Part des actionnaires sans contrôle	23,8	23,6
Capitaux propres	6 679,6	6 928,1
	16 697,3 \$	16 488,3 \$

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 30 septembre (en millions)	Trimestre		Période de neuf mois	
	2007	2006	2007	2006
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	409,9 \$	319,6 \$	857,8 \$	886,3 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	402,6	383,3	1 160,7	1 168,5
Impôts futurs	222,7	146,3	393,4	284,8
Rémunération à base d'actions	(3,3)	14,2	126,4	35,3
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	(24,0)	(1,5)	(69,0)	(4,4)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(18,9)	(28,8)	(67,5)	(104,3)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	3,3	(1,2)	(21,0)	2,2
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	5,9	3,9	1,1	12,5
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(166,4)	(265,4)	(27,6)	(224,4)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	831,8	570,4	2 354,3	2 056,5
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations	(434,1)	(423,9)	(1 297,8)	(1 203,2)
Acquisitions	—	(25,0)	—	(44,5)
Produit de la vente de propriétés et d'autres actifs	4,1	6,9	5,4	14,9
Variation des matériaux et fournitures de longue durée, acquisition de placements et autres	—	(9,0)	(7,7)	(20,4)
Sorties liées aux activités d'investissement	(430,0)	(451,0)	(1 300,1)	(1 253,2)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	0,1	37,2	0,7	82,9
Dividendes aux actionnaires	—	(93,8)	(250,9)	(284,5)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	(232,2)	(119,7)	(602,4)	(600,7)
Émission de titres de créance à long terme	2 679,9	499,0	4 771,5	1 341,8
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(2 850,8)	(448,9)	(4 955,4)	(1 064,4)
Remboursement partiel au titre du passif de couverture reporté	—	—	—	(309,4)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	—	—	(4,3)	(3,0)
Autres	—	—	(0,9)	—
Sorties liées aux activités de financement	(403,0)	(126,2)	(1 041,7)	(837,3)
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	(1,2)	(6,8)	12,5	(34,0)
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	2,2	(18,6)	(11,5)	8,6
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	1,0 \$	(25,4) \$	1,0 \$	(25,4) \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(41,1) \$	(13,0) \$	(283,2) \$	(297,6) \$
Intérêts reçus	1,4 \$	0,6 \$	8,9 \$	23,9 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payés) reçus, montant net	(1,7) \$	(0,6) \$	0,9 \$	94,4 \$

TELUS Corporation
Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 30 septembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Produits d'exploitation								
Produits externes	1 204,6 \$	1 200,3 \$	1 105,3 \$	1 010,4 \$	— \$	— \$	2 309,9 \$	2 210,7 \$
Produits intersectoriels	29,7	23,5	7,0	6,0	(36,7)	(29,5)	—	—
	1 234,3	1 223,8	1 112,3	1 016,4	(36,7)	(29,5)	2 309,9	2 210,7
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	761,6	742,5	591,6	532,8	(36,7)	(29,5)	1 316,5	1 245,8
Coûts de restructuration	6,4	11,7	—	0,8	—	—	6,4	12,5
	768,0	754,2	591,6	533,6	(36,7)	(29,5)	1 322,9	1 258,3
BAIIA ¹	466,3 \$	469,6 \$	520,7 \$	482,8 \$	— \$	— \$	987,0 \$	952,4 \$
Dépenses en immobilisations totales	302,6 \$	311,4 \$	131,5 \$	112,5 \$	— \$	— \$	434,1 \$	423,9 \$
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	163,7 \$	158,2 \$	389,2 \$	370,3 \$	— \$	— \$	552,9 \$	528,5 \$
Charges d'exploitation (données ajustées)²								
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	771,1	742,5	589,3	532,8	(36,7)	(29,5)	1 323,7	1 245,8
Coûts de restructuration	6,4	11,7	—	0,8	—	—	6,4	12,5
	777,5	754,2	589,3	533,6	(36,7)	(29,5)	1 330,1	1 258,3
BAIIA (données ajustées) ²	456,8 \$	469,6 \$	523,0 \$	482,8 \$	— \$	— \$	979,8 \$	952,4 \$
Dépenses en immobilisations totales	302,6 \$	311,4 \$	131,5 \$	112,5 \$	— \$	— \$	434,1 \$	423,9 \$
BAIIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	154,2 \$	158,2 \$	391,5 \$	370,3 \$	— \$	— \$	545,7 \$	528,5 \$
							BAIIA (données ajustées) Charge (économie) supplémentaire ²	979,8 \$ 952,4 \$ (7,2)
							BAIIA	987,0
							Amortissement des immobilisations corporelles	332,5
							Amortissement des actifs incorporels	70,1
							Bénéfice d'exploitation	584,4
							Autres charges, montant net	8,0
							Coûts de financement	86,2
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	490,2
							Impôts sur les bénéfices	78,6
							Part des actionnaires sans contrôle	1,7
							Bénéfice net	409,9 \$
								319,6 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge (économie) supplémentaire de (7,2) \$ au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie (rentrée) de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAIIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.

TELUS Corporation
Information sectorielle

(non vérifié)

Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre (en millions)	Services filaires		Services sans fil		Éliminations		Chiffres consolidés		
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	
Produits d'exploitation									
Produits externes	3 590,3 \$	3 588,8 \$	3 153,3 \$	2 837,6 \$	— \$	— \$	6 743,6 \$	6 426,4 \$	
Produits intersectoriels	83,5	71,8	20,0	17,1	(103,5)	(88,9)	—	—	
	3 673,8	3 660,6	3 173,3	2 854,7	(103,5)	(88,9)	6 743,6	6 426,4	
Charges d'exploitation									
Charges d'exploitation	2 439,1	2 211,5	1 757,8	1 531,7	(103,5)	(88,9)	4 093,4	3 654,3	
Coûts de restructuration	13,6	56,4	0,7	3,5	—	—	14,3	59,9	
	2 452,7	2 267,9	1 758,5	1 535,2	(103,5)	(88,9)	4 107,7	3 714,2	
BAlIA ¹	1 221,1 \$	1 392,7 \$	1 414,8 \$	1 319,5 \$	— \$	— \$	2 635,9 \$	2 712,2 \$	
Dépenses en immobilisations totales	882,0 \$	881,8 \$	415,8 \$	321,4 \$	— \$	— \$	1 297,8 \$	1 203,2 \$	
BAlIA, moins les dépenses en immobilisations totales	339,1 \$	510,9 \$	999,0 \$	998,1 \$	— \$	— \$	1 338,1 \$	1 509,0 \$	
Charges d'exploitation (données ajustées)²									
Charges d'exploitation (données ajustées) ²	2 295,5	2 211,5	1 733,3	1 531,7	(103,5)	(88,9)	3 925,3	3 654,3	
Coûts de restructuration	13,6	56,4	0,7	3,5	—	—	14,3	59,9	
	2 309,1	2 267,9	1 734,0	1 535,2	(103,5)	(88,9)	3 939,6	3 714,2	
BAlIA (données ajustées) ²	1 364,7 \$	1 392,7 \$	1 439,3 \$	1 319,5 \$	— \$	— \$	2 804,0 \$	2 712,2 \$	
Dépenses en immobilisations totales	882,0 \$	881,8 \$	415,8 \$	321,4 \$	— \$	— \$	1 297,8 \$	1 203,2 \$	
BAlIA (données ajustées), moins les dépenses en immobilisations totales	482,7 \$	510,9 \$	1 023,5 \$	998,1 \$	— \$	— \$	1 506,2 \$	1 509,0 \$	
							BAlIA (données ajustées)	2 804,0 \$	2 712,2 \$
							Charge supplémentaire ²	168,1	—
							BAlIA	2 635,9	2 712,2
							Amortissement des immobilisations corporelles	968,5	1 000,2
							Amortissement des actifs incorporels	192,2	168,3
							Bénéfice d'exploitation	1 475,2	1 543,7
							Autres charges, montant net	30,3	17,9
							Coûts de financement	331,0	371,1
							Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	1 113,9	1 154,7
							Impôts sur les bénéfices	251,6	261,3
							Part des actionnaires sans contrôle	4,5	7,1
							Bénéfice net	857,8 \$	886,3 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAlIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAlIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAlIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.
2. La presque totalité des attributions d'options sur actions de la société qui avaient été octroyées avant le 1^{er} janvier 2005 et qui étaient en cours au 1^{er} janvier 2007 ont été modifiées par l'ajout d'une option de règlement en espèces net; cette modification a donné lieu à une charge supplémentaire de 168,1 \$ au titre de l'exploitation et elle ne s'est pas traduite par une sortie de fonds immédiate. En ce qui a trait aux résultats de 2007 fournis au principal responsable de l'exploitation de la société, les charges d'exploitation et le BAlIA sont présentés avec et sans l'incidence de cette modification.